



Je ne juge pas... je livre, sommairement triés, les media tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion.

[illegible]

JORF n°0065 du 16 mars 2012

MESURES NOMINATIVES



PREMIER MINISTRE

52 Décret du 15 mars 2012 portant nomination du secrétaire général adjoint de la défense et de la sécurité nationale - M. Mouton (Georges-Henri)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025517233&dateTexte=&categorieLien=id>

Pour la France, tous les soldats morts ne se valent pas

Le Point.fr - Publié le 10/03/2012 à 11:50

Le site officiel "Mémoire des hommes" rend hommage à tous les soldats morts à la guerre ou en opérations extérieures. Tous ?



Nicolas Sarkozy s'inclinant devant des soldats tombés pour la France, le 25 janvier dernier. © Philippe Wojazer / AFP

Le [ministère de la Défense](#) et son secrétariat général pour l'administration poursuivent activement la mise en ligne de bases de données nominatives concernant les conflits des XXe et XXIe siècles. Jusqu'à présent seules figuraient en ligne sur le site [Mémoire des hommes](#), accessible à tous, les bases concernant la [Grande Guerre](#) (1,3 million de morts pour la France, personnel de l'aéronautique militaire et journaux d'unités), la Seconde Guerre mondiale (200 000 militaires décédés entre 1939 et 1945 et 1 010 fusillés du mont Valérien), les guerres [d'Indochine](#), de [Corée](#) et d'[Afrique du Nord](#).

Depuis quelques jours, deux nouvelles bases sont accessibles au public. La première concerne les militaires décédés sur les théâtres d'opérations extérieures entre 1905 et 1962, et n'est pas définitive, comme l'indique l'avertissement publié sur la page d'accueil : "Il s'agit d'une liste non exhaustive et évolutive. Des compléments ou modifications pourront être apportés à cette base, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande des particuliers souhaitant exercer leur droit de rectification."

"Quatrième génération du feu"

La seconde base porte la même mention. Elle concerne ce que l'on a appelé les "opérations extérieures" (Opex) après l'indépendance de l'[Algérie](#), les soldats qui y ont participé - ou y participent encore - appartenant à la "quatrième génération du feu". Ces opérations ne sont pratiquement plus jamais conduites dans un cadre strictement national, la France ne s'engageant plus hors de ses frontières sans un mandat de l'ONU, des accords dans un cadre multinational, voire des opérations antiterroristes qui ne sont pas conduites sans l'accord explicite ou non des autorités des pays concernés.

Le site du ministère, titré "Mémoire des hommes", précise que "tous les soldats décédés en Opex pour lesquels les territoires et les périodes ont été spécifiés par arrêté ou décret en vertu de [l'article L 4123-4 du code de la défense](#)" sont susceptibles d'être inscrits dans cette base. On peut se féliciter que, pour les Opex, la base ne fasse pas de distinction entre les soldats "morts pour la France" et les autres. La distinction "mort pour la France" est attribuée par le ministre de la Défense, dans des conditions définies durant la Grande Guerre par la loi du 2 juillet 1915. Le rapport du groupe de travail "monument aux morts en opérations extérieures" remis au ministre Gérard Longuet en octobre dernier par son président, le général Bernard Thorette, rappelle : *"Aujourd'hui, la législation dispose que doit, sur avis favorable de l'autorité ministérielle, porter la mention mort pour la France tout acte de décès d'un militaire tué à l'ennemi ou mort dans des circonstances se rapportant à la guerre."*

"Morts pour la France", et les autres ?

Ce même rapport rappelle que, de 1963 à sa date de remise en 2011, 373 soldats sont "morts pour la France", alors que 616 militaires ont trouvé la mort en Opex dans la même période. Le rapport relève justement : "De nombreux soldats ayant trouvé la mort en Opex et qui auraient pu prétendre à la mention n'en ayant pas bénéficié, en particulier pour des raisons administratives, il apparaît préférable de considérer que, quelle que soit la cause du décès, celui-ci doit être jugé comme directement lié au service 4 en Opex, au service de la France, que la mention mort pour la France ait été attribuée ou non."

Les soldats n'étant pas "morts pour la France" sont considérés comme "morts en service", ce qui avait peut-être un sens autrefois, mais n'en a plus aujourd'hui. Peut-on considérer, pour ne citer qu'eux, que les soldats qui se suicident en opération ou meurent dans des accidents de la route ne sont pas "morts dans des circonstances se rapportant à la guerre" ? Or ces dispositions ne

sont pas sans relation avec certaines indemnités, le statut des sépultures, les honneurs rendus par la République, etc.

Travail de Romain

Dans ces conditions, on pourrait souhaiter que les bases de données ne mentionnant que les morts pour la France, comme celles de la Grande Guerre ou de la "Guerre d'Algérie, combats du Maroc et de la Tunisie", se voient complétées par les noms de ceux qui ont perdu la vie pour leur pays, sans jouir de la considération maximale. À tel point qu'ils ne sont pas recensés dans "Mémoire des hommes"

L'auteur de ces lignes ne saurait oublier que ces mises en ligne ont été rendues possibles par le travail insensé des fonctionnaires de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives qui ont saisi à la main des centaines de milliers de fiches. Pour les avoir vus faire, l'un dictant à l'autre les éléments d'une fiche manuscrite parfois difficilement lisible, il peut témoigner que cette mémoire a été permise par un vrai travail de Romain...

Défense ouverte, JEAN GUISNEL

Ouest-France, 16.03.2012

19-mars: pas de cérémonie officielle, annonce Marc Laffineur

A l'occasion du 50e anniversaire du Cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, Marc Laffineur, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens combattants, a annoncé que l'État n'organisera aucune commémoration nationale le 19 mars, "date qui divise et ravive les plaies".

Le communiqué du secrétaire d'Etat: « Si le 19 mars évoque la joie du retour des militaires français dans leurs familles, il marque également l'amorce d'un drame pour les rapatriés, contraints au déracinement, et le début d'une tragédie pour les Harkis, massacrés dans les semaines qui suivirent, au mépris des accords d'Evian. Loin de réconcilier les mémoires, le 19 mars est une date qui les divise et ravive les plaies profondes d'une page douloureuse de l'histoire récente de la France. Par respect pour ces victimes et leurs familles encore en vie aujourd'hui, la Nation ne peut et ne doit se rassembler en ce jour anniversaire. La date officielle de l'Hommage aux morts pour la France durant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de Tunisie reste fixée au 5 décembre. Cette date résulte d'un large consensus obtenu en 2003 par la commission Favier, réunissant l'historien Jean Favier et les principales associations d'anciens combattants ».

Lancement du projet de monument aux morts en OPEX

Mise à jour : 12/03/2012 11:39

Le projet de réalisation d'un monument national en hommage aux soldats tués au service de la France est officiellement lancé, avec la nomination d'un directeur de projet : Christian Léourier. Le ministre de la Défense et des anciens combattants a demandé en avril 2011 la réalisation d'un **monument commémoratif national** dédié aux soldats morts au service de la France en opération extérieure.



Le 1^{er} mars 2012, **Christian Léourier**, administrateur civil hors classe, a été nommé directeur du projet, auprès de la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et des anciens combattants.

Pour piloter ce chantier, il s'appuiera sur les conclusions du rapport du **général Thorette**, ancien chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT) et président de l'association [Terre Fraternité](#), qui avait été chargé en avril 2011

par le ministre de conduire un groupe de travail sur la réalisation de ce monument.

Remis le 10 octobre 2011, ce rapport insistait sur l'importance d'ériger ce monument sur un site parisien prestigieux et d'y inscrire les noms des soldats. D'autres suggestions, comme la mise en ligne d'un monument "virtuel" sur Internet, la création d'une stèle à proximité du monument pour rendre hommage aux blessés ou encore l'importance d'un relais communal sur les monuments aux morts existants, seront étudiées.

A travers la mise en œuvre de ce projet, le ministre assure que « la Nation n'oublie pas ceux qui sont tombés, dont le sacrifice ultime témoigne de la valeur de leur engagement de soldat ».

Droits : Armée de Terre 2012

Décès de l'écrivain et réalisateur Pierre Schoendoerffer

Mise à jour : 15/03/2012 16:54

Le réalisateur et écrivain français Pierre Schoendoerffer est décédé ce matin à Clamart, à l'âge de 83 ans. Proche de l'armée de Terre, il était également membre du jury du prix littéraire de l'armée de Terre - Erwan-Bergot.



Écrivain, scénariste et cinéaste, Pierre Schoendoerffer, a réalisé une œuvre importante, documentaire et de fiction. Thème récurrent de son travail : la guerre d'Indochine, à laquelle il a participé en tant que caméraman pour le service cinématographique de l'armée.

Né en 1928 dans le Puy-de-Dôme, Pierre Schoendoerffer effectue son service militaire au sein du 13^e bataillon des chasseurs alpins, période de sa vie qui se retrouve dans *L'Honneur*

d'un capitaine (1982). Intéressé par le cinéma, il entre ensuite aux services cinématographiques de l'armée. Il est envoyé en Indochine en 1951, où il est fait prisonnier, à Diên Biên Phu. Après sa libération, il devient reporter-photographe de guerre, puis se lance dans le cinéma.

En 1963, il tourne *La 317^e section* : un des meilleurs témoignages sur le conflit vietnamien, adaptation de l'un de ses ouvrages, qui lui a valu le prix du meilleur scénario à Cannes. Son documentaire *La Section Anderson*, tourné 2 ans plus tard sur le même sujet, remporte l'Oscar du meilleur film documentaire, le faisant entrer dans le cercle fermé des réalisateurs français ayant obtenu un Oscar.

Parmi ses œuvres les plus connues : le livre *Là-haut* (1981), qu'il adaptera en 2004, ou le film *l'honneur d'un capitaine* (1982). En 1992, il tourne *Diên Biên Phu 1954/1992, de la bataille au film, basé sur son expérience au Vietnam*.

L'Aile du papillon, roman de 2003, est récompensé par le [Prix littéraire de l'armée de terre - Erwan Bergot](#).

Il était soldat de 1^{re} classe d'honneur du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP), à l'invitation duquel il s'est rendu en Afghanistan en 2007.

Pierre Schoendoerffer a massivement obtenu la reconnaissance de la Nation et du monde artistique : outre ces César, Oscar et palmes académiques, il est décoré des insignes de commandeur de la Légion d'honneur, d'officier de l'Ordre national du mérite et d'officier des Arts et des Lettres. Il avait également reçu de nombreuses décorations militaires : 6 citations pour la Croix de guerre et une palme.

>>> Retrouvez sur le site de l'ECPAD un [dossier hommage à Pierre Schoendoerffer](#).

Droits : Armée de Terre 2012

Un LH pour la dernière ambulancière de la 9e DIC (actualisé)



Le commandant Robert Segulier a remis la Légion d'Honneur à l'ambulancière qui l'avait soigné à Rouffach (Haut-Rhin) entre décembre 1944 et janvier 1945. (photo DR)

Le commandant **Robert Segulier** a remis ce soir la Légion d'Honneur à **Marie-Louise Molbert**, l'ambulancière qui l'avait soigné dans le Haut-Rhin, en 1944. Marie-Louise Molbert est la dernière ambulancière du 25e bataillon médical de la **9e DIC** (Division d'Infanterie Coloniale). Le GCA (2S) Thonier, ancien commandant de l'actuelle **9e BLBMa** (brigade d'Infanterie de Marine), descendante de la 9e DIC, lui remettra cette médaille en présence du Gouverneur militaire de Strasbourg et d'une délégation de la brigade, avec sa tête, son actuel commandeur, le général **François Lecointre**.

2e Rima: la Valeur militaire sera remise le 10 avril aux Invalides



Le 2e RIMa recevra sa décoration le 10 avril prochain dans la cour des Invalides, à Paris. La cérémonie attendue depuis novembre a été visiblement difficile à insérer dans les agendas des autorités et dans l'emploi du temps du régiment.

La 9e à l'honneur. Outre le 2e RIMa, cité en novembre 2011 pour son engagement en Afghanistan l'an dernier, le CEMA a proposé l'attribution d'une citation avec croix de la Valeur Militaire à la 1ère compagnie du 3e RIMa au titre de l'opération FORPRONU Bosnie Herzégovine (Vrbanja, 1995), au RICM au titre de l'opération Licorne (Bouaké - 2004), au 3e RIMa au titre de Pamir (TF Korrigan-2008), au 6e RG, au 11e RAMa et

au 2e Escadron du RICM au titre de Pamir, (TFLF 3).

Par ailleurs, les citations sans croix obtenues par le 3e RIMa pour l'opération Tacaoud au Tchad et pour le RICM lors de son engagement au Liban en 1978 seront remplacées par deux citations avec croix de la Valeur Militaire. Ces récompenses seront remises à des occasions bien précises, en particulier lors du 50e anniversaire de la re-crédation de la 9e Brigade en 2013 à Poitiers.

Les CVM des FSA (suite)



Le fanion du CPA10 (photo : Jean-Marc Tanguy).

Last but not least, les deux unités des forces spéciales air (FSA) ont été décorées ce matin à titre collectif de la croix de la valeur militaire. C'est le **CEMAA** qui a accroché la croix sur chacun des fanions du **CPA 10** et du **3.61 Poitou**, sous l'oeil du chef des opérations spéciales (**GCOS**), le général **Christophe Gomart**, côte à côte avec le patron du **CFA** (l'autorité organique des FSA), le général **Guillaume Gelée**, deux responsables qui ont actuellement quelques sujets en commun.

Plusieurs anciens des unités spéciales, ainsi qu'au moins deux anciens patrons du CPA 10 avaient fait le déplacement pour cette mesure collective qui honore les forces spéciales air, quelques

mois après leurs homologues de la marine et de la **BFST** (**4e RHFS**, **1er RPIMa**, **13e RDP**) décorés, eux, en décembre.

Le CEMA a rappelé la contribution des FSA à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan et en Afrique, évoquant la cinquantaine d'actions de feu auxquelles le CPA10 avait participé, dans la première zone, depuis 2001, ou l'action déterminante des FSA au Sahel, début 2011. Dans son allocution, le général Paloméros a aussi rappelé le sacrifice du CCH **Sébastien Planelles**, du

CPA10, tué en août 2006 par un IED, dans le sud afghan.

Par ailleurs, le membre d'un TACP du CPA10 mis en place en 2002 dans le mandat Pamir 2 a été décoré, ainsi qu'un vétéran du Poitou.

Le fanion du Poitou (photo Jean-Marc Tanguy).



PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/15/2012 05:21:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

GERARD LONGUET DECORE DES UNITES DE LA BASE AERIENNE 105 D'ÉVREUX

Mise à jour : 13/03/2012 09:20

Vendredi 09 mars 2012, le ministre de la Défense et des anciens combattants, M. Gérard Longuet, s'est rendu sur la base aérienne 105 d'Évreux afin de décorer plusieurs unités de l'armée de l'air pour leur engagement en opérations extérieures, notamment en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et au-dessus de la Libye.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses autorités civiles et militaires, dont M. Bruno Lemaire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, et le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air.



Le ministre de la Défense a remis la Croix de la Valeur militaire avec palme de bronze aux escadrons de transport 2/64 «Anjou» et 1/64 «Béarn», avant que le général Paloméros ne procède à la citation à l'ordre de la brigade aérienne de l'escadron de soutien technique aéronautique 2E.064 et du groupement tactique des systèmes d'information et de communication aéronautique (GTSICAéro) 10.805.

Après ces décorations, M. Longuet a salué l'action des militaires français en opérations, notamment durant *Harmattan* menée au-dessus de la Libye. «*Les forces françaises ont véhiculé*

une image très favorable vis-à-vis de la population libyenne et du monde entier, a déclaré le ministre. Cela a également rappelé à nos compatriotes que nous disposons d'une armée composée de professionnels, mus par un engagement patriotique et par une détermination à servir un projet simple: donner de l'autorité à la voix de la France dans le monde.» Engagés dès les premières heures d'Harmattan en mars 2011, les aviateurs de la base aérienne d'Évreux ont joué une part active dans le succès de cette opération.

Plus grande plate-forme aéronautique située au nord de la Seine, la base ébroïcienne est en pleine évolution. Depuis septembre 2011, elle accueille le GTSICAéro, unité qui, à terme, regroupera progressivement les groupes de télécommunications de Bordeaux, de Metz et d'Orléans, ainsi que l'escadron de soutien technique spécialisé de Metz.



Une grande partie de la base aérienne est ainsi en chantier. Après une phase initiale de dépollution du terrain, de nouveaux bâtiments sortent progressivement de terre, afin d'accueillir plusieurs centaines d'aviateurs. *«Cela portera les effectifs de la base à environ 2500 personnes à l'horizon 2014, a déclaré le général Paloméros. Quand nous avons préparé la réforme de l'armée de l'air dans le cadre de la transformation du ministère de la Défense initiée par le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale, nous avons choisi de réduire le nombre de bases aériennes pour mieux concentrer nos efforts. Évreux regroupe ainsi un ensemble cohérent de moyens SIC et de projection.»*

Et le CEMAA de conclure: *«Ce chantier de grande envergure est une marque très symbolique de la transformation de l'armée de l'air. Grâce à ces locaux, nous allons offrir aux aviateurs des installations dignes de leurs compétences. Ils accompliront leur mission dans les meilleures conditions possibles.»*

Texte : lieutenant Karim DJEMAI, Photos : BA 105, Sources :

Armée de l'air , Droits : Armée de l'air

REMISE DE RECOMPENSES A BORD DU PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE

Mise à jour : 13/03/2012 17:11



Le 13 mars 2012, le vice amiral d'escadre Xavier Magne, commandant la force d'action navale a présidé une cérémonie de remise de récompenses sur le pont d'envol du porte-avions [Charles de Gaulle](#).

Citations, témoignages de satisfaction et lettres de félicitations ont récompensé l'action de 124 marins au cours de la mission Harmattan. L'amiral et le commandant du porte-avions ont également salué la valeur d'un équipage tout entier qui, par sa force morale, son endurance et sa persévérance a su remplir avec succès une mission exigeante comme en a témoigné la remise de la croix de la valeur militaire au *Charles de Gaulle* le 11 novembre 2011 par le président de la République. C'est aussi pour récompenser cette action collective et renforcer un esprit d'équipage si précieux qu'une partie de la cérémonie a été consacrée à la remise « en cascade » des diplômes de la médaille commémorative française, avec agrafe Libye.

La cérémonie terminée, l'équipage a repris son activité. La remise en condition opérationnelle du bâtiment a débuté à quai le 12 mars 2012 et se poursuivra à la mer, en parallèle de l'entraînement de jeunes pilotes du groupe aérien.



Récompense pour le seul membre d'équipage «aviateur» du porte-avions Charles de Gaulle

Mise à jour : 15/03/2012 16:36 - Auteur : Asp Alexandra Lesur-Tambuté

Mardi 13 mars 2012 au matin, le vice amiral d'escadre Xavier Magne, commandant la force d'action navale, a remis une citation à l'ordre du régiment au commandant Roger Vacca pour sa participation active durant l'opération *Harmattan*, menée au-dessus de la Libye. Seul aviateur membre d'équipage du porte-avions Charles de Gaulle, le commandant Vacca revient sur sa mission au sein de la marine nationale et sur cette récompense. Interview.



Mon commandant, pouvez-vous nous expliquer votre rôle à bord du porte-avions Charles de Gaulle ?

Commandant Roger Vacca - J'occupe deux fonctions à bord. D'abord, je suis l'officier d'échange de l'armée de l'air du porte-avions. À ce titre, je suis en charge de faciliter les coordinations et de favoriser la connaissance mutuelle entre les deux armées. En tant que membre d'équipage, je suis officier de conduite des opérations. Plus précisément, je suis en charge de la cohérence de l'activité opérationnelle des différentes chaînes fonctionnelles du bâtiment (conduite du navire, opérations, manœuvre de l'aviation...).

Quelle a été votre plus-value lors de l'opération Harmattan ?

A bord du porte-avions pendant les cinq mois d'*Harmattan*, j'ai été au cœur de l'activité opérationnelle, aérienne et navale. Mes connaissances sur les opérations aériennes et mon

aguerrissement lors de la mission *Agapanthe* ont été mis en pratique au plus près de la conduite des opérations pendant l'opération *Harmattan*. Ces neuf mois cumulés de détachement opérationnel ont été très riches, aussi bien sur le plan humain que professionnel.

En tant que seul aviateur à bord du Charles de Gaulle, comment vous-êtes vous intégré à l'équipage ?

Mon intégration s'est particulièrement bien déroulée. Du matelot au commandant, il existe à bord une très grande solidarité et un fort esprit de cohésion. C'est ce que l'on appelle l'esprit d'équipage. C'est déterminant dans l'acceptation de vivre de nombreux mois à la mer, sur le porte-avions, en période de tensions. La réelle difficulté pour un aviateur est finalement d'apprendre à vivre à la mer, en vase clos, pendant de longues périodes car il faut savoir gérer

ses émotions, la fatigue, le stress, ou encore l'éloignement ressenti. Cependant, cela apporte un enrichissement personnel indéniable et cela donne l'occasion de pouvoir faire une réelle introspection.

J'imagine que cette remise de citation est un moment fort pour vous...

En effet, j'éprouve une grande fierté d'avoir obtenu cette récompense, d'autant plus qu'elle m'a été remise par la marine nationale. J'ai le sentiment du devoir accompli, d'avoir réussi à m'intégrer au sein de l'équipage du Charles de Gaulle et d'avoir correctement fait mon travail à bord, surtout durant les opérations en Libye. Un autre moment fort, qui m'est très cher, c'est qu'avant la fin d'*Harmattan*, un collègue m'a offert ses fourreaux à ancre de marine.



Propos recueillis par : aspirant Alexandra Lesur-Tambuté, Droits : @Armée de l'air

[Visionnez le reportage "5 aviateurs à bord du Charles de Gaulle" \(opération Agapanthe\)](#)

100 marins au 12ème Séminaire Interarmées des Grandes Écoles Militaires

Mise à jour : 13/03/2012 11:05

Du 14 au 22 mars 2012, plus de 500 élèves officiers venus des grandes écoles militaires vont participer au SIGEM sur le site de l'École militaire à Paris. 100 « Bordaches » élèves officiers de l'École navale et groupe des écoles de Poulmic ainsi que des élèves de l'École des officiers du commissariat de la Marine, assisteront au séminaire.

Des étudiants, appelés à occuper un rôle important dans le domaine de la sécurité ou dans le milieu industriel et économique, ainsi que des élèves d'une école de journalisme participeront également au séminaire.

Pendant 9 jours, conférences, tables rondes et travaux de groupe seront organisés autour du thème « L'officier et la culture du risque ». Les élèves seront reçus au Sénat, à l'Assemblée nationale et des démonstrations de matériel des forces armées sur la base de Satory seront au programme de cette 12^{ème} édition du SIGEM.

L'objectif de cette édition 2012 est de préparer les futurs chefs militaires à la complexité de l'environnement de Défense dans lequel ils vont évoluer en menant des hommes et des femmes placés sous leur autorité.

Tout savoir sur les écoles qui participent au SIGEM :

- École Navale et groupe des écoles du Poulmic
- École spéciale militaire de Saint-Cyr
- École militaire de l'Air et de l'espace
- École polytechnique
- École des officiers de la gendarmerie nationale

- École du service de santé des armées de Lyon-Bron
- École des officiers du commissariat de la marine
- ENSTA Bretagne - École nationale supérieure de techniques avancées de Bretagne (ex ENSIETA)
- École d'administration des affaires maritimes
- École d'administration militaire
- École des commissaires de l'air

Sources : © Marine nationale

Rétrospective 2011, revivez les opérations et découvrez notre page Facebook

Mise à jour : 15/03/2012 10:05

Le 1^{er} janvier 2011, environ 8 700 militaires français sont déployés en opérations extérieures, principalement en Afghanistan, au Sud-Liban, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Kosovo.



Les crises internationales les appelleront ensuite au Japon, en Tunisie, en Libye pour évacuer des ressortissants ou pour protéger des populations civiles, tout en poursuivant les opérations en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Liban, au Kosovo et au Tchad. Au plus fort de l'année 2011, plus de 12 000 militaires français ont été engagés simultanément en opérations.

Revivez l'engagement de nos forces armées en opération tout au long de l'année 2011, en images et en vidéos, en suivant ce lien :

<http://www.defense.gouv.fr/web-documentaire/retrospective2011/>

Dorénavant, suivez et réagissez quotidiennement à l'actualité des militaires français en opération sur leur profil *Facebook*. Retrouvez en exclusivité et en interactivité des vidéos et des photos inédites, des témoignages de militaires engagés sur le terrain et des contenus à télécharger. Rejoignez-les en opération sur leur page <http://www.facebook.com/armeefrancaise>.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

À Fougères, Sarkozy visite la base industrielle et technologique de défense

Le Point.fr - Publié le 13/03/2012 à 10:17

Le président sortant visite à Fougères l'usine produisant le système de combat en réseau du fantassin moderne. La défense entre en campagne.

Le candidat Sarkozy, qui n'a, jusqu'à présent, pas fait des affaires militaires et de défense un enjeu de sa campagne présidentielle, se rendra en milieu de journée sur le site de l'entreprise [Sagem](#), à Fougères (Ille-et-Vilaine). La visite au pas de charge de celui qui est aussi le chef des armées durera moins d'une heure et sera une occasion pour le président sortant d'intervenir sur un terrain que son principal adversaire, [François Hollande](#), a abordé dimanche dans un discours. On ne sait rien à ce stade des raisons qui ont poussé le candidat à visiter cette entreprise plutôt qu'une autre. Mais ce lieu appartient à ce qu'il est convenu d'appeler la base industrielle et technologique de défense (BITD), cette galaxie d'entreprises - multinationales, comme Thales ou Sagem, ou PME - qui concourent, selon la Direction générale de l'armement, à fournir aux armées françaises "à un coût abordable des équipements et systèmes d'armes performants en sécurisant leur approvisionnement, en assurant leurs évolutions ainsi que leur maintenance sur toute leur durée de vie et en maîtrisant leur liberté d'emploi".

L'usine de Fougères est passée de la production de télécriteurs dans les années 1970 à celle de téléphones portables, avant de devenir le lieu de production des cartes électroniques du système Félin, [l'équipement ultra-moderne du combattant en réseau de l'armée de terre](#). La capacité de cette usine à gérer des logistiques complexes a fait de Fougères le lieu de rassemblement et de redistribution des systèmes Félin qui équipent désormais une part croissante des unités d'infanterie.

Fusion manquée avec Thales

La société Sagem est assez représentative d'une évolution du [ministère de la Défense](#), qui avait choisi au terme d'une âpre compétition de passer le contrat Félin avec cette entreprise, plutôt qu'avec Thales qui était jusqu'alors un acteur quasi unique des livraisons d'équipements électroniques aux armées. Fusionnée en 2004 - sous l'égide du ministre des Finances Nicolas Sarkozy - avec Snecma au sein du groupe Safran, la nouvelle entité de haute technologie a fait l'objet d'intenses spéculations durant l'année 2007 qui concernaient son éventuelle fusion avec Thales. Mais durant le quinquennat qui s'achève, l'Élysée s'est toujours montré moins intéressé par la restructuration des industries de défense - mis à part bien sûr la prise de Thales par Dassault en 2008 - que par celle du nucléaire, il est vrai industrie stratégique elle aussi. On peut gager que la visite à Fougères sera une occasion pour Nicolas Sarkozy de revenir sur ces sujets.

Gérard Longuet chez Thales

Le lendemain, ce sera au tour de Gérard Longuet, le ministre de la Défense, de visiter à quelques dizaines de kilomètres de Fougères le site de Thales Microelectronics à Étrelles (Ille-et-Vilaine), avant de se rendre à la préfecture maritime de Brest pour une allocution sur l'espace maritime devant les acteurs de l'action de l'État en mer (préfecture maritime de Brest). Lieu d'implantation d'unités militaires de l'armée de terre et de la marine, d'écoles prestigieuses (Saint-Cyr Coëtquidan et École navale) et d'industries de défense nombreuses, la Bretagne accueillera de nouveau cette année l'université d'été de la défense, les 10 et 11 septembre à Brest.

Défense ouverte, JEAN GUISNEL

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants en déplacement à Brest

Mise à jour : 15/03/2012 16:06

Mercredi 14 mars 2012, M. Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, s'est rendu sur la base navale de Brest et à la préfecture maritime de l'Atlantique.



Accueilli par le préfet maritime de l'Atlantique, le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne, sa visite a été marquée par une allocution sur les espaces marins et l'action de l'Etat en mer.

M. Gérard Longuet a notamment évoqué l'implication de la Marine nationale dans la lutte contre la piraterie, notamment dans le Golfe d'Aden où « grâce à la présence dissuasive des navires militaires les attaques ont été divisées par 3 en 2011 ».

Il a également mis l'accent sur le bilan très positif de l'Action de l'Etat en mer. Il a souligné qu'en 2011, « 270 personnes avaient été sauvées » grâce aux moyens nautiques et aériens de l'Action de l'Etat en mer.

Le ministre a ensuite visité le bâtiment de soutien, d'assistance et de dépollution (BSAD) [Argonaute](#), navire affrété par la marine. Sur la grande plage arrière de ce navire avait été embarqué du matériel de lutte contre la pollution que sont les barrages flottants ou les aspirateurs d'hydrocarbures type Foilex. Ce matériel spécifique lui a été présenté par le capitaine de vaisseau Cerutti, commandant du centre d'expertise pratique de lutte antipollution (CEPPOL).

Défense. «Depuis 2008, nous sommes sur la bonne pente»

Le Télégramme, 14 mars 2012 -



Défense. «Depuis 2008, nous sommes sur la bonne pente».

Gérard Longuet reconnaît que la Marine est «au plus juste» pour mener à bien l'ensemble de ses missions. Photo Epa

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, fait escale aujourd'hui à Brest. Au programme : la mer et le Livre blanc.

Pourquoi cette intervention sur le maritime ?

Comme ministre de la Défense, je dois anticiper le débat sur le Livre blanc de 2008 prévu pour l'été. Je considère qu'il est bon en général avec un point faible : le regard de la [France](#) sur son espace maritime. Je

veux parler du maritime au sens le plus large, de la vocation stratégique de la mer, comme cadre d'intervention militaire mais aussi de l'autorité de l'Etat sur les 11 millions de km² d'espace économique exclusif.

Vous dites que la maîtrise de la mer, l'accès au littoral sont des atouts importants. Avez-vous un exemple ?

L'opération Harmattan, en Libye, illustre parfaitement cela. Grâce à la proximité du porte-avions, celle du BPC (Bâtiment de projection et de commandement), les avions de la [Marine](#), les

hélicoptères de l'armée de Terre étaient à portée immédiate du littoral et du théâtre d'opérations. La ville de Misrata a bénéficié de cette réactivité...

Lutte contre la piraterie, contre les narcotrafics, sauvetage en mer : la [Marine](#) a-t-elle les moyens de mener à bien toutes ces missions ?

On est au plus juste. Il faut réaliser les programmes qui ont été décidés. C'est la raison de mon passage récent à Lorient pour voir la Fremm (la frégate multimissions), dont le premier exemplaire est attendu à Brest l'été prochain. A Toulon, le Gowind, l'Adroit, qui est une initiative de DCNS, montre bien la pertinence d'avoir des industriels solides et innovants.

La Révision générale des politiques publiques s'est traduite par une réduction des effectifs. N'y a-t-il pas danger en termes de pertes de compétences ?

Le concept des bases de défense, où les fonctions de soutien sont communes à des unités différentes, a été bien accepté par les marins qui l'avaient en réalité déjà mis en oeuvre à Brest et à Toulon. Par ailleurs, la [Marine](#) est une armée technique. De nombreuses missions de contrôle, d'information sont complètement liées à l'évolution des matériels et ne dépendent pas du nombre de personnes embarquées. Le vrai enjeu, c'est le renouvellement des matériels. C'est là que je suis inquiet. C'est le devoir absolu du ministre de la Défense de respecter le calendrier des programmes. C'est facile - budgétairement - de retarder une frégate ou un SNA. Mais ce temps perdu, on ne le rattrape jamais ! Depuis 2008, nous sommes sur la bonne pente et les équipements qui devaient être livrés l'ont été.

- Propos recueillis par Catherine Magueur

Le ministre de la Défense visite l'école de CHAUMONT

Mise à jour : 13/03/2012 10:50 - Auteur : Sirpa gendarmerie

Lundi 12 mars 2012, dans l'après-midi, monsieur Gérard LONGUET, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, accompagné par monsieur Luc CHATEL, ministre de l'Education Nationale, s'est rendu à l'école de gendarmerie de CHAUMONT (Haute-Marne – 52) pour se faire présenter la formation initiale des sous-officiers de gendarmerie.



Accueilli par le général d'armée Jacques MIGNAUX, directeur général de la gendarmerie nationale, et par le colonel Jean-Marc ISOARDI, commandant l'école, le ministre a reçu les honneurs militaires, en compagnie du ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, monsieur Luc CHATEL.

Il s'est ensuite rendu à la salle d'honneur de l'école où le colonel ISOARDI lui a présenté les grands objectifs et l'esprit de la formation initiale

des sous-officiers de gendarmerie et des gendarmes adjoints volontaires. Il a ensuite visité les infrastructures de l'école

Le ministre de la Défense a marqué ce déplacement par une allocution prononcée dans l'amphithéâtre de l'école devant les cadres et les élèves.



Après avoir salué les qualités d'adaptation des gendarmes aux circonstances auxquelles ils sont confrontés au quotidien, le ministre de la Défense a rappelé aux élèves-gendarmes que *« la loi relative à la gendarmerie nationale du 3 août 2009 dispose que [leur] formation initiale demeure sous la responsabilité de la Défense. Il est impératif que la communauté militaire continue de recevoir un socle commun de connaissances et de compétences. Ce socle*

commun garantit la préservation des valeurs partagés. Ce socle commun assure aussi la pertinence et la cohérence de notre action de défense puisque les militaires doivent sans cesse intervenir dans un cadre interarmées, lequel exige une culture commune comme une connaissance mutuelle. »

Il a également déclaré que : *« [les gendarmes] sont des militaires dans la société civile assurant l'autorité du droit au service de l'image la plus forte de la République. »*

« La gendarmerie est riche de cette double parenté, ministère de l'Intérieur/ministère de la Défense ; je travaille avec Claude GUÉANT dans un parfait esprit de coopération et nous conjugons nos efforts au profit des gendarmes afin de leur donner les moyens de leur engagement pour la France. Nous savons l'un comme l'autre combien leur rôle est indispensable dans la sécurité et la protection de nos compatriotes. »

Après un point presse, monsieur le ministre a partagé un moment de convivialité avec les cadres et leurs élèves.

Droits : LPC/BRC LANERY , Contact : recrutement@gendarmerie.interieur.gouv.fr

CEMA : l'amiral Guillaud reçoit son homologue brésilien

Mise à jour : 14/03/2012 14:46

Le 12 mars 2012, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reçu son homologue brésilien, le général José Carlos de Nardi.



Cette réunion a été l'occasion d'aborder les différentes problématiques régionales et internationales en matière de sécurité et de défense et d'identifier de nouveaux axes de coopération bilatérale.

Le Brésil est le principal partenaire stratégique de la France en Amérique Latine. Le dialogue militaire franco-brésilien s'inscrit dans la dynamique du partenariat stratégique de 2008 et s'appuie sur des réunions d'états-majors ainsi que sur des rencontres régulières entre les plus hautes autorités militaires des deux pays. Les relations militaires bilatérales se développent dans

le cadre de la coopération opérationnelle régionale dans la zone transfrontalière de la Guyane, dans le domaine de la formation et dans le partage d'expérience.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

CEMA : visite à la brigade aérienne des opérations

Mise à jour : 09/03/2012 17:59

Le 8 mars 2012, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a visité pour la première fois la base aérienne de Lyon Mont-Verdun, en compagnie du général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA).



Au cours de cette journée, le CEMA et le CEMAA se sont rendus au sein de la brigade des opérations aériennes (BAO), pilier lyonnais du commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA). La BAO se compose de trois grandes unités : le centre national des opérations aériennes, le centre d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes et le Joint Force Air Component Command (JFACC, commandement de la composante aérienne des

forces interarmées).

Au delà d'une simple présentation des missions dévolues à ces unités, la visite a été l'occasion d'exposer les perspectives d'avenir de ce « pôle essentiel au CDAOA et à l'armée de l'Air » comme l'a précisé le général Antoine Noguier, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes. En effet, dans un contexte de restructuration, le site de Lyon Mont-Verdun va connaître une expansion significative. Le général Hervé Rameau, chef de la BAO, a expliqué que « la BAO accueillera dès l'été 2012, une partie de l'état-major du CDAOA ainsi qu'un pôle renseignement composé d'une brigade aérienne connaissance et anticipation et d'un centre de renseignement air ». En 2014, un centre d'opération de surveillance militaire des objets spatiaux viendra enrichir les capacités opérationnelles de la BAO. « D'ici deux ans, l'effectif de ce commandement passera d'environ 250 personnes à près de 500 », a annoncé le général Rameau.

L'année 2014 marquera également une étape cruciale pour la base aérienne de Lyon avec la mise en service du système Otan ACCS (Air Command and Control System – système de commandement et de contrôle aérien) transformant les centres de détection et de contrôle en Air Control Center (centre de contrôle aérien). À cette fin, la future salle de conduite des opérations aériennes en cours d'aménagement a été présentée à l'amiral Guillaud et au général Paloméros. A la fin de sa visite, le CEMA a confié au colonel Jérôme Rabier, commandant la base de Lyon Mont-Verdun, « vous commandez une belle base, qui a un bel avenir et un beau défi à relever. »

Droits : © Marine national

Le CEMM et le CEMAA visitent les ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) en Bretagne

Mise à jour : 13/03/2012 14:49



Le 12 mars 2012, à l'initiative de l'ingénieur général hors classe de l'armement Patrick Dufour, directeur central du Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé), l'amiral Bernard Rogel, [chef d'état-major de la Marine](#) et le général d'armée aérienne Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air, accompagnés du contre-amiral Hervé de Bonnaventure se sont rendus sur deux des sites de l'AIA Bretagne implantés sur les [Bases de l'Aéronautique Navale de Lann-Bihoué](#) et de Landivisiau. La délégation a été accueillie par le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne.

Les Honneurs leur ont été rendus, à Lann-Bihoué par les marins de la [flottille 24F](#). Puis la délégation s'est dirigée vers une antenne des locaux de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Bretagne qu'ils ont visités. Ils ont pu échanger avec le personnel présent.

L'amiral Bernard Rogel accompagné de son homologue de l'armée de l'Air ont ensuite rejoint la [base de l'aéronautique navale de Landivisiau](#) où ils ont pu rencontrer les représentants de catégorie et les organisations syndicales. Ils ont visité les aires des [Super Étendard Modernisés](#) et l'atelier moteur.

L'atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Bretagne a été créé le 1^{er} janvier 2011. Après douze mois d'existence, il a démontré sa capacité à maintenir un haut niveau d'exigence dans son activité industrielle et prouvé au quotidien sa disponibilité opérationnelle.





Sources : © Marine nationale

L'amiral de Coriolis à la tête d'ALFOST à compter du 4 avril



14 mars 2012

Le vice-amiral Charles-Édouard de Coriolis (à droite sur la photo) a été nommé commandant des forces sous-marines et de la force océanique stratégique (ALFOST) à compter du 4 avril prochain.

Il succédera au vice-amiral d'escadre Georges-Henri Mouton, nommé secrétaire général adjoint de la défense et de la sécurité nationale.

L'amiral de Coriolis arrive de Londres où il occupait le poste d'attaché de défense à l'ambassade de France. Il a aussi commandé

On se presse au SIAe

Après le mindef, deux fois (1), ce sont deux chefs d'état-majors, le **CEMAA** et le **CEMM** qui se sont déplacés, ensemble, dans le **SIAe**, hier. L'amiral **Bernard Rogel** et le général **Jean-Paul Palomeros** (2) ont ainsi découvert deux sites de l'AIA Bretagne, à Lann-Bihoué et Landivisiau.

Alors que le MCO reste difficile à contenir, budgétairement, le SIAe offre une alternative, dans le périmètre même des armées.

Le SIAe assure actuellement la mise aux normes unique du Mirage 2000D, sur le [rétrofit des Rafale F1](#), ou des travaux de maintenance sur les hélicoptères des armées. Comme ce blog le révélait récemment, il a aussi engagé des investissements [en vue du MCO de l'A400M](#).

Il a également négocié des accords de partenariat [avec les industriels privés](#).

(1) à Bordeaux il y a quelques mois et à Toul, ce vendredi.

(2) autorité de tutelle du SIAe.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/13/2012 08:07:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Ouest-France, 14.03.2012

"La parole est à la Défense": l'IEP de Rennes organise un colloque animé par ses élèves

Un colloque sur la Défense nationale intitulé "La parole est à la Défense" aura lieu le jeudi 5 avril prochain à l'IEP de Rennes (104 bd de la Duchesse-Anne). Ce colloque traitera, entre autre, de la question de l'Europe de la Défense, et tentera d'apporter des éléments de réponse à une question centrale : la dissolution de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et l'émergence de grands groupes industriels européens fragilisent-ils ou confortent-ils cette vision différente du périmètre de la Défense ?



De 9h jusqu'à 18h15 (cliquer [ici](#) pour voir le programme), se dérouleront cinq tables rondes où des élèves interviendront sur les sujets suivants :

- Le budget de la Défense nationale et ses retombées dans l'économie
- La mutation de la Défense française, nouvelles attentes,

nouveaux intérêts

- Le nucléaire militaire français
- Le lien Armée - Nation : historique et perspectives
- Quelle Europe de la Défense ?

En conclusion, le député rennais Jean-Michel Boucheron, vice-président de l'assemblée parlementaire de l'Otan, fera une conférence dont le thème sera : "Enjeux stratégiques. Les nouveaux moyens de l'influence internationale".

Tables rondes étudiantes et conférence de J.M. Boucheron sont ouvertes au public. Il n'y a pas d'enregistrement préalable que ce soit en ligne ou par écrit, l'événement étant libre et gratuit.

Information : Institut d'Études Politiques de Rennes, 104, boulevard de la Duchesse Anne, 35700 Rennes. Tel : 02 99 84 39 39 02 99 84 39 39 , Fax : 02 99 84 39 00

Défense. Hollande monte au front

Le Télégramme, 12 mars 2012 -

Pour François Hollande, la France n'a tiré aucun bénéfice de sa réintégration dans l'Otan. Photo Epa

François Hollande a présenté, hier, à Paris, le volet Défense de son programme. Pas de rupture dans le domaine militaire, mais tout de même des nuances avec le programme du candidat Sarkozy. Revue de détail.



C'est avec le costume (potentiel) de chef des Armées que le candidat socialiste à la présidentielle s'est exprimé, hier, à Paris devant un parterre d'anciens ministres, - Jospin, Rocard, Fabius, ils étaient tous là - d'experts, de députés, de représentants des industries d'armement. François Hollande a tracé les grandes lignes de la politique de Défense qu'il compte mettre en place s'il est élu.

Afghanistan.

François Hollande a réaffirmé sa volonté de retirer les forces combattantes d'Afghanistan. «Nous accélérerons, dans les meilleures conditions de sécurité, le retrait de nos forces combattantes pour que, fin 2012, nos soldats soient rentrés». Le retrait se fera «en concertation avec

les alliés». Des questions se posent : est-ce réalisable dans ce laps de temps ? Quid des troupes non combattantes ?

Dissuasion.

Il l'avait annoncé à Brest, lors de son escale à l'Île Longue : «La dissuasion est indissociable de notre sécurité». Cette «assurance-vie» du pays se voit confortée, avec le maintien des deux composantes, aérienne et maritime.

Livre blanc.

François Hollande lancera rapidement un nouveau Livre blanc sur la Défense qui sera suivi d'une loi de programmation. Cette fois, les militaires seront appelés à participer à la réflexion. Ce qui ne devrait pas leur déplaire. François Hollande leur a d'ailleurs rendu hommage hier. Ce qu'ils apprécieront. Les relations entre Nicolas Sarkozy et les militaires n'étaient pas au beau fixe.

Otan.

François Hollande a reproché à Nicolas Sarkozy d'avoir réintégré «dans la précipitation» le commandement intégré de l'Otan. «La France n'en a retiré aucune bénéfice», selon lui. Pour autant, pas question de changer de cap. François Hollande souhaite qu'il y ait une évaluation «qui permettra d'avoir des contreparties qui avaient été évoquées». S'il est élu, il participera au sommet de l'Otan à Chicago, les 20 et 21 mai. C'est à cette occasion qu'il annoncera aux alliés le retrait accéléré des troupes françaises d'Afghanistan.

Budget.

«Il y aura des économies à faire», a reconnu le candidat. La Défense «ne sera pas la variable d'ajustement. Elle contribuera dans les mêmes proportions que les autres secteurs de l'État» a-t-il ajouté. «Il y aura des choix à faire. Ils seront faits, expliqués», a-t-il poursuivi. Le renseignement est inscrit dans les priorités.

Europe de la Défense.

François Hollande veut relancer l'Europe de la Défense, qui aujourd'hui est en panne. «Je sais, dit-il, le scepticisme ambiant» sur cette question. Il veut poursuivre les efforts avec les Britanniques, mais aussi «revivifier» la coopération avec l'Allemagne. Il pense encore qu'il faut travailler avec les Italiens, les Polonais.

Industrie de Défense.

François Hollande souhaite «une industrie de Défense forte», qui passe par des partenariats et

des rapprochements. Il a cité, hier, les «champions», EADS et Thales mais il souhaite aussi soutenir les PME.

Jean-Yves Le Drian.

Le seul à avoir pris (rapidement) la parole, hier, avant François Hollande. D'aucuns le voient ministre de la Défense. Hier, il était très sollicité et ils étaient légion à tenir à lui serrer la main... Pour l'heure, c'est en bon soldat qu'il pilote le pôle Défense et nourrit le candidat Hollande, pas encore expert dans le domaine militaire, sur tous ces sujets.

- Catherine Magueur

François Hollande : «La défense ne sera pas la variable d'ajustement»

Les Echos, 11/03 | 13:20 | mis à jour à 15:28 | Alain Ruello

En présentant ce dimanche le volet défense de son programme, le candidat socialiste a fait preuve d'un relatif consensus avec les positions de la droite.

Soutien aux soldats français engagés sur des théâtres de guerre, fermeté vis-à-vis de l'Iran et condamnation de la Syrie, maintien des deux composantes de la dissuasion nucléaire, indépendance nationale et refus de faire du budget militaire une variable d'ajustement... En dévoilant ce matin à Paris le volet défense de son programme, François Hollande s'est inscrit dans une posture très peu «clivante» vis-à-vis de la droite.

Les critiques formulées à l'encontre du gouvernement sortant, sur son manque de cohérence ou de transparence notamment, n'ont pas manqué, mais sans beaucoup de virulence. Surtout, le candidat socialiste s'est inscrit dans la continuité de l'action engagée depuis 2007 sur de nombreux dossiers.

Retrait des troupes «combattantes» d'Afghanistan

La seule surprise, et encore à moitié, tient peut-être à l'annonce du retrait d'ici à fin 2012 de l'ensemble des troupes «combattantes» d'Afghanistan. Cette volonté apparente d'accélérer les choses soulève quelques questions. D'abord parce qu'elle laisse ouverte celle des troupes non combattantes (ceux qui font la maintenance, par exemple, mais qui sont bien présents dans les zones de conflit), qui resteraient donc au delà de cette année. Compte tenu de la géographie du pays, il reste aussi à voir si ce rapatriement est réalisable en si peu de temps. D'une manière générale, toutes les opérations extérieures feront l'objet d'une évaluation régulière avec le Parlement, a promis François Hollande.

Pour le reste, on ne peut pas dire que Nicolas Sarkozy ait été poussé dans les cordes. Le retour dans le commandement intégré de l'OTAN ? «La décision a été prise sans en avertir les Français et les contre-parties attendues ne sont pas au rendez-vous. Les bénéfices ont été nuls», a critiqué François Hollande. Pour autant, pas de rupture en vue, simplement une volonté «d'évaluer» ce qu'il en est. Une rupture est d'autant moins imaginable que sans ce retour dans l'Alliance Atlantique, les Britanniques n'auraient pas signé le traité de défense bilatérale de Lancaster

House, en novembre 2010. Ce même traité que, justement, François Hollande est bien décidé à «poursuivre», dans les pas du président sortant.

«Relancer» l'Europe de la défense

A une nuance près, mais qui, pour l'instant, reste déclaratoire : il faudra en parallèle «relancer» l'Europe de la défense (notoirement en panne), et en particulier «revivifier» la coopération avec l'Allemagne. De même faudra -t-il «consolider» cette industrie militaire européenne qui en a tant besoin. Comment ? Sur ces sujets, véritable serpent de mer, le propos est resté très général, soulignant simplement la nécessité d'agir de manière «politique» et «pragmatique» et de remiser «l'incantation».

Reste la principale question : avec quel budget François Hollande entend-t-il mettre en musique la politique de défense de son quinquennat ? Là encore, l'intéressé ne diffère pas fondamentalement de son principal adversaire politique. Il faudra faire des économies, a-t-il reconnu, mais dans la même proportion que pour les autres dépenses de l'Etat. «Des choix seront faits», a-t-il assuré. Certaines priorités ont été énoncées, en matière de renseignement par exemple, mais c'est déjà ce qui avait été décidé avec le livre blanc de la défense de 2008.

ALAIN RUELO

Ouest-France, 11.03.2012

François Hollande et la Défense: défilé de lieux communs ou revue de détails prometteuse?

Un "grand discours", comme le promettait le PS? L'intervention de François Hollande, ce dimanche matin, ravira son camp et fera glousser ses opposants. C'est de bonne guerre. Mais l'approche partisane a ses limites qu'il convient de dépasser pour évaluer, le plus objectivement possible, la teneur, l'envergure et la portée de ce discours.

On a assisté, somme toute, à une belle revue de détails des thèmes militaires, revue qu'auraient pu effectuer un Nicolas Sarkozy (d'ailleurs, dans son discours du 7 mars 2007, il avait abordé des thématiques extrêmement proches) ou un François Bayrou, tant le ton et les prises de position étaient consensuels, le message charitablement convenu et les annonces suffisamment vagues pour qu'elles n'effarouchent personne mais suscitent l'adhésion.

Comme attendu, François Hollande a promis un nouveau Livre blanc, un renforcement du rôle de décideur et de contrôleur du Parlement, une revivification de l'Europe de la Défense, un maintien des composantes de la dissuasion nucléaire, la mise en place d'une politique industrielle "forte, cohérente et contrôlée" associant les PME, des efforts en termes d'équipements dans le domaine spatial, dans celui des drones, de la logistique et de la "force protection".

Aux militaires il a promis davantage de considération, plus d'expression, moins de retards de paiement; il a assuré que la Défense ne sera pas une variable d'ajustement et qu'elle "n'aura pas à subir plus d'économies que l'effort général de l'Etat"... Quant au retrait d'Afghanistan et au

bouclier anti-missiles, patience jusqu'au sommet de Chicago (qu'est allé préparer Jean-Yves Le Drian).

Pour résumer. Trois mots l'emportent:

- réfléchir,
- évaluer,
- et contrôler

A signaler.

- Quelques mots sur la judiciarisation, parce que "les familles veulent comprendre" ("un dilemme pas insoluble"),
- Une petite phrase sur "la place des civils dans les fonctions non opérationnelles", une place croissante pour permettre aux armées de se concentrer sur l'opérationnel (des externalisations en vue?).

Affaire Karachi. François Hollande s'engage à lever le secret défense

Le Télégramme, 12 mars 2012 à 15h01 -



Affaire Karachi. François Hollande s'engage à lever le secret défense

[François Hollande](#) s'est engagé lundi, s'il est élu, à autoriser la levée du secret-défense sur tous les documents concernant l'[affaire Karachi](#) et à laisser les juges travailler "en toute indépendance".

"Il s'est engagé formellement sur la levée des documents secret défense pouvant intéresser [Karachi](#) à condition que cela ne mette pas en danger la sûreté de l'Etat", a déclaré une porte-parole des familles de victimes, [Magali Drouet](#), à l'issue d'une rencontre des proches de victimes de l'attentat avec le candidat PS à l'élection présidentielle à son QG de campagne. "Il s'est engagé à laisser les juges travailler en toute indépendance", a-t-elle ajouté.

[François Hollande](#) a également promis d'étendre la protection statutaire des victimes d'attentat à leurs proches, a-t-elle dit, rappelant que les "frais judiciaires sont très lourds".

Sarkozy n'a plus reçu les familles depuis 2008

Priée de dire si les familles rencontreraient d'autres candidats, elle a répondu : "il y a des personnes que je refuserai de voir et je ne donnerai pas les noms, sauf pour Nicolas Sarkozy". "Je refuserai catégoriquement de le voir, cela fait trois ans que nous avons demandé à être reçus et à chaque fois il a refusé. Je ne vois pas pourquoi il accepterait si ce n'est pour grappiller un ou deux points dans les sondages", a ajouté Mme Drouet.

Elle a rappelé que les familles avaient été reçues en avril 2008 par Nicolas Sarkozy "avant que l'[affaire Karachi](#) ne devienne une affaire politique". "Il avait promis de nous recevoir une fois par an

et à partir du moment où des éléments ont mis en cause des proches du chef de l'Etat, à savoir en particulier Edouard Balladur, il n'a plus été question de nous recevoir et la séparation des pouvoirs nous a été opposée systématiquement", a-t-elle dit.

- J.B. avec l'AFP

La France retire une partie de ses forces de la FINUL



, 13 mars

Bernard Valero, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a fait savoir mardi 13 mars que la France allait retirer une partie de ses forces de la FINUL. Cette décision a été prise conformément aux nouvelles orientations de la revue stratégique transmise par le Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité des Nations unies. Par une résolution d'août 2011, ce dernier avait demandé à Ban Ki-moon de conduire une réflexion sur le bilan et les évolutions à venir de la FINUL.

Les Nations unies créent la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en 1978 pour contrôler le Sud Liban au départ des troupes israéliennes. La mission des casques bleus, telle qu'elle est définie par le mandat de l'ONU, consiste au maintien de la paix, de la sécurité, et au rétablissement de l'autorité du gouvernement libanais. Après la crise de juillet/août 2006 qui oppose Israël aux milices du Hezbollah, les effectifs de la FINUL sont renforcés en vue de faire cesser les violences et faire respecter le cessez-le-feu.

Le Sud Liban compte aujourd'hui 12.000 soldats internationaux dont un tiers sont européens. La France, deuxième plus gros contributeur derrière l'Indonésie, poussait depuis déjà quelques années pour que cette force militaire évolue, plus de trente ans après sa création. Elle met en avant que la situation sur place ne nécessite plus une présence aussi importante, alors que les tirs de roquettes et les accrochages avec les milices du Hezbollah ont presque totalement cessé.

Dans un communiqué, le ministère français de la Défense a annoncé soutenir les orientations données par le Secrétaire général des Nations unies, qui préconise l'accélération de la prise de responsabilité des forces armées libanaises, la réduction des effectifs afin de disposer d'une force « plus légère mais pas moins efficace » et un renforcement de la formation de l'armée nationale libanaise par la FINUL. La France devrait donc retirer 400 de ses soldats début avril afin de faire passer son contingent de 1.300 à 900 hommes. Même si les Italiens avaient déjà retiré un bataillon à l'été 2011, les Européens ont néanmoins assurés à leurs partenaires qu'ils ne retireraient pas totalement et qu'ils mèneraient à bien cette mission.

Sources : [France Diplomatie](#), [Le Monde](#), [L'Express](#), [Nations unies](#)

La participation française à la FINUL sera réduite de 400 militaires d'ici l'été

Zone Militaire, 13 mars 2012 – 17:31



La décision était dans l'air et elle a été confirmée par Bernard Valero, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères : d'ici l'été prochain, le contingent français mis à la disposition de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) sera réduit de 400 hommes.

« A partir d'avril, la France procèdera à un ajustement de son contingent d'environ 400 hommes qui ramèneront les effectifs français à environ un millier d'hommes d'ici l'été 2012 », a en effet déclaré M. Valero, lors d'un point presse, ce 13 mars.

Cette décision a été prise après la présentation des conclusions de la revue stratégique de la

FINUL, qui avait été demandée par la résolution 2004 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en août 2011.

Ainsi, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a donné plusieurs orientations, dont la nécessité de donner davantage de responsabilité aux forces armées libanaises dans le sud du pays, une implication accrue de la FINUL dans le renforcement des capacités de ces dernières et une possible réduction des effectifs des casques bleus afin de disposer « d'une Force plus légère mais pas moins efficace ».

Pour Paris, cette réduction des effectifs, motivée en partie par des considérations budgétaires, traduit également le sentiment exprimé par le chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Guillaud, pour qui la FINUL est « arrivée au bout de ce qu'elle pouvait faire militairement. » D'autre part, la France ne souhaite pas s'exposer outre mesure dans le Pays du Cèdre. Pour mémoire, en 2011, le contingent français a été la cible de deux attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés.

Pour autant, il n'est pas question pour Paris d'abandonner pas le Liban. La France « réitère son plein soutien au rôle essentiel de la Finul en faveur de la stabilité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban » et « reste pleinement et durablement engagée au sein de la Finul », a d'ailleurs fait valoir Bernard Valero. Selon toute vraisemblance, le contingent français sera toujours chargé d'armer la Force Commander Reserve (FCR) de la Finul, avec ses VBCI, radars COBRA et autres VBL dotés de missiles MILAN. A priori, ce retrait partiel devrait concerner le sous-groupement tactique d'artillerie (SGTA) doté de canons CAESAR.

En outre, au niveau de la coopération bilatérale, Paris a livré, en 2011, l'équivalent de 4,5 millions d'équipements aux forces armées libanaises. Et des exercices sont régulièrement programmés avec ces dernières. Dont celui appelé « Cèdre Bleu », qui a commencé ce 13 mars, avec la participation du BPC Dixmude et des marsouins de la 9e Brigade légère blindée de Marine.

Liban : - 400

Ca y est, le quai d'Orsay a retrouvé sa fiche, et c'est donc officiel : la France déploiera 400 soldats de moins au Liban d'ici le mois d'avril. Il en resterait 1.000 selon ce décompte, si l'on en croit les dépêches.

Comme je suis bon en maths, je dirai plutôt environ 900 (1), car les 1.300 annoncés par l'EMA, moins les environ 400 du Quai, cela fait plutôt environ 900.

L'annonce du jour reste néanmoins une non-annonce : [ce blog avait déjà donné quelques éléments d'appréciation fin février.](#)

Les forces françaises en opex vont donc franchement tomber sous les 6.500, soit un plus bas historique. En janvier dernier, l'**EMA** dénombrait 7.250 personnels en opex : en enlevant 400 personnels au Liban, et plusieurs centaines qui ne viendront pas en Afghanistan (un SGTIA de moins en Kapisa) ou qui ont été retirés depuis cette date (les dronistes de l'armée de l'air), on pourrait même passer sous ce nombre.

(1) dont un tiers du RMT si l'on en croit le France 3 local. D'autres fantassins colmariens leur succéderont en octobre.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/13/2012 09:20:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Afghanistan : deux kandaks afghans prennent en compte leurs zones d'opérations

Mise à jour : 09/03/2012 17:41



Les 1er et 6 mars 2012, les kandak (bataillon) 31 et 32 de l'armée nationale afghane (ANA), qui avaient permuté leurs positions respectives en Kapisa et Surobi la semaine dernière au cours de l'opération Scimitar, ont conduit des opérations au cours desquelles ils ont pu prendre en compte leurs nouvelles zones d'opérations.

Ainsi, dès le 1er mars 2012, le kandak 32, nouvellement déployé en Kapisa, a été engagé dans l'opération Condor Circle pour reconnaître l'axe Vermont, dans le Nord de la province et

mener des opérations logistiques avec l'appui de la brigade La Fayette. Cette opération a notamment permis de ravitailler les bases avancées de Nijrab et Tagab. Au cours de l'opération, alors que le convoi de ravitaillement s'approchait de Tagab, il a été pris à partie. La localisation des départs de coups ayant été déterminé, les hélicoptères Tigre ont rapidement été engagés pour neutraliser le poste insurgé. Lors du retour du convoi, une nouvelle prise à partie entraîne une riposte, cette fois des appuis assurés par les véhicules blindés et un tir de missile Javelin. Au total, une dizaine d'insurgés a été neutralisée au cours de l'opération.

Par ailleurs, le 6 mars, le kandak 31, nouvellement déployé en Surobi, a été engagé dans l'opération Orange Stork en vallée de Tizin, avec l'appui du Battle Group Picardie. Ce kandak a d'abord réalisé une mission de contrôle de zone au cours de laquelle la RCC (road clearance company) afghane a été engagée pour procéder à la reconnaissance et l'ouverture de l'itinéraire, vérifiant qu'aucun engin piégé ne se trouvait sur la route. L'opération s'est terminée par des échanges entre les soldats afghans et la population



locale. Le colonel commandant le kandak 31 s'est entretenu avec les autorités locales traditionnelles au cours d'une shura (assemblée) et les militaires afghans ont distribués des vêtements aux jeunes enfants.

Ces deux opérations ont donc permis aux kandaks 31 et 32 de prendre en compte leurs zones sur lesquelles ils ont été immédiatement opérationnels.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Le secrétaire américain à la Défense a échappé de peu à un attentat en Afghanistan

Zone Militaire, 15 mars 2012 – 20:08

L'armée américaine a fait la lumière, ce 15 mars, sur un incident qui s'est produit la veille, au moment de l'arrivée du chef du Pentagone, Leon Panetta, à la base britannique de Camp Bastion, dans le Helmand, une province du sud de l'Afghanistan où le mouvement taleb a de l'influence.

Au moment où l'appareil du secrétaire américain atterrissait sur la piste de cette base, un traducteur afghan, employé par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) a volé une camionnette après avoir blessé un militaire britannique pour ensuite foncer « sur un groupe de soldats rassemblés pour accueillir M. Panetta à sa descente d'avion ».

Le véhicule volé a finalement terminé sa course dans un fossé puis s'est enflammé. Le traducteur afghan, dont le général américain Mike Scaparotti, a confirmé qu'il avait des « intentions hostiles », n'a pas survécu. Selon l'ISAF, Leon Panetta ainsi que ses collaborateurs n'ont « à aucun moment été mis en danger par cet incident ».

Le chef du Pentagone était attendu dans le sud de l'Afghanistan afin d'y rencontrer ses troupes. Il devait ensuite rejoindre Kaboul pour évoquer, avec le président Karzaï, les récents événements ayant impliqué des militaires américains, qu'il a qualifiés « de profondément inquiétants ».

Par ailleurs, à Washington, la situation afghane a été au menu de la rencontre entre le président Obama et le Premier ministre britannique, David Cameron. Les deux hommes ont réaffirmé « la validité du plan de transition », lequel prévoit « de passer à un rôle de soutien en 2013, avant que les Afghans ne prennent le commandement en 2014 ».

Et les récents événements qui se sont produits en Afghanistan ne modifieront pas cette feuille de route. « A l'heure qu'il est, je n'anticipe aucun changement soudain du plan dont nous disposons. Nous avons déjà retiré 10 000 de nos soldats. Nous avons prévu d'en retirer 23 000 autres d'ici l'été » a ainsi déclaré le président américain.

De son côté, David Cameron a rappelé que le Royaume-Uni combat en Afghanistan « aux côtés des Etats-Unis depuis le début ». « Nous allons achever cette mission et nous allons le faire de manière responsable » a affirmé le chef du gouvernement britannique.

Afghanistan. Une guerre qui n'en vaut pas la peine pour 60% des Américains

Le Télégramme, 12 mars 2012 à 07h21 -



Afghanistan. Une guerre qui n'en vaut pas la peine pour 60% des Américains

Six sympathisants démocrates sur dix et 4 sympathisants républicains sur 10 souhaitent un retrait d'Afghanistan. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé pour la télévision [ABC News](#) et le [Washington Post](#) alors qu'un soldat américain s'est livré au [massacre de 16 civils dans la province de Kandahar](#), bastion taliban du sud de l'Afghanistan.

Soixante pour cent des Américains estiment que la [guerre en Afghanistan](#) n'en vaut pas la peine et à peu près le même pourcentage est partisan d'un retrait prématuré des troupes américaines de ce pays, selon ce sondage rendu public aujourd'hui.

Parmi ses enseignements, on relève que le nombre des sceptiques est désormais pratiquement le double des 35 % de ceux qui estiment que l'effort de guerre effectué depuis dix ans a justifié la dépense et les pertes humaines.

Large consensus

54% des personnes interrogées sont également favorables au retrait des troupes américaines d'[Afghanistan](#) même si l'armée afghane n'est pas encore prête pour prendre la relève. Cette opinion est représentée chez six sympathisants démocrates et indépendants sur dix contre 4 sur 10 chez ceux du parti républicain.

Enfin, seulement 30% des Américains croient que la majorité des Afghans souscrivent à l'actuelle stratégie américaine dans leur pays.

Une tragédie qui va aggraver les tensions

Ce [sondage paraît alors que seize civils afghans](#), dont des enfants et des personnes âgées, ont été massacrés par un soldat américain sorti de sa base très tôt, hier matin, pour réaliser un carnage dans la province de Kandahar, bastion taliban du sud de l'[Afghanistan](#).

Une tragédie qui pourrait encore aggraver la tension chronique entre la population et les troupes étrangères. Ce matin on apprend qu'Angela Merkel est arrivée en [Afghanistan](#) pour une visite-surprise auprès des troupes allemandes stationnées à Masar-i-Sharif.

A.L. avec AFP

L'Otan en pourparlers avec les Russes pour augmenter les capacités de transit

Nicolas Gros-Verheyde / [Afghanistan-Pakistan](#), [Brèves](#) / , mar 14, 2012

(B2) La base d'Oulianovsk, près de la Volga, va devenir un « hub » pour acheminer le matériel des forces de l'OTAN de retour d'Afghanistan. Moscou est en pourparlers avec l'Alliance pour un nouvel accord de transit, selon Kommersant citant des sources du ministère de la Défense.



*Un antonov 124 utilisé en Afghanistan (crédit :
ministère français de la Défense / DICOD)*

L'accord permettra à la Russie d'obtenir une indemnisation pour augmenter les capacités de l'aéroport russe. Un véritable pont aérien va se mettre en place pour rapatrier tous les matériels des différentes armées engagées en Afghanistan. Les marchandises seront d'abord

acheminées par avion jusqu'à Oulianovsk avant de repartir par train vers l'Europe.

Oulianovsk est connu des industriels pour abriter Aviastar, qui fabrique le mastodonte du transport, l'Antonov 124 dit « Rousslan ». L'aéroport servait déjà à acheminer environ la moitié des fournitures et équipements (non léthaux officiellement) de l'ISAF vers l'Afghanistan. Il s'agit maintenant de faire face aux besoins des troupes sur place alors que la route par le Pakistan devient difficile (parfois bloquée) et également d'accélérer le rapatriement des matériels. Les Russes

Merkel: le retrait des soldats allemands d'Afghanistan d'ici 2014 est incertain

OPEXNEWS , Mardi 13 mars 2012

BERLIN, 12 mars (Xinhua) -- Lors d'une visite surprise dans le pays, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré lundi qu'elle n'était pas certaine que l'Allemagne puisse retirer ses troupes de maintien de la paix d'Afghanistan d'ici 2014 comme prévu.

Malgré les progrès réalisés au niveau de la réconciliation politique avec les groupes armés comme les talibans, il n'est pas encore possible pour l'Allemagne d'annoncer "Nous pouvons nous retirer aujourd'hui", a affirmé Mme Merkel.

"C'est pourquoi, je ne peux pas dire que nous pouvons le faire d'ici 2013 ou 2014, car la volonté est là, nous voulons faire cela, et ils y travaillent", a-t-elle poursuivi.

Le voyage de la chancelière allemande en Afghanistan, le quatrième depuis son entrée au pouvoir en 2005, intervient un jour après qu'un soldat américain a été pris de folie et a tué 16 personnes dans un village afghan.

Aux troupes allemandes stationnées à Mazar-i-Sharif, Mme Merkel a déclaré qu'outre le processus de réconciliation politique avec les groupes armés, les initiatives de reconstruction civiles avec la participation des bailleurs internationaux sont également essentielles.

Au 1er février, l'Allemagne comptait 4900 soldats déployés en Afghanistan, se classant ainsi 3ème parmi les contributeurs à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

L'OTAN a déclaré en janvier qu'elle retirerait ses troupes de combat d'Afghanistan d'ici la fin de l'année 2014, quand les forces afghanes auront repris en main la sécurité nationale.

Mme Merkel a également rendu hommage aux soldats allemands tués en Afghanistan depuis le premier déploiement

Ouest-France, 15.03.2012

Karzaï demande aux forces de l'Otan de quitter les villages afghans. Chiche!



Le président afghan, Hamid Karzaï, n'a guère apprécié qu'un sous-officier américain commette un carnage dans un village du sud de l'Afghanistan, tuant 16 villageois. Mais il a encore moins apprécié d'apprendre que le tireur avait déjà été exfiltré d'Afghanistan.

Mercredi, le militaire a été transféré au Koweït en dépit des exigences afghanes de le juger en Afghanistan. Motif invoqué par le Pentagone : le manque d'infrastructures adaptées à une détention préventive (hum, il me semble que sur la base de Bagram, il existe une prison qui aurait pu faire l'affaire. A moins que les conditions d'incarcération soient juste dignes des Afghans et indignes d'un GI's).

Conséquence du coup de sang présidentiel : la présidence afghane a diffusé un communiqué où elle exprime son souhait que les forces sous commandement de l'Otan se retirent de tous les villages et de toutes les zones reculées d'Afghanistan. En gros, il s'agit d'abandonner tous les COP et replier les effectifs de l'ISAF sur les FOB.

En outre, le gouvernement afghan assure qu'il entend assurer, dès 2013, la sécurité du pays à la place de la force de l'Otan (Isaf), et non à la fin 2014 comme prévu jusqu'ici. "Nous sommes maintenant prêts à prendre en charge l'ensemble de la sécurité. Nous préférons que ce processus soit achevé en 2013, pas en 2014", a déclaré Karzaï au secrétaire d'Etat à la défense, Leon Panetta.

Par ailleurs, les talibans ont annoncé ce jeudi la suspension des discussions préliminaires en cours avec les Etats-Unis pour mettre un terme au conflit en Afghanistan, en mettant en cause l'attitude "erratique" des Américains. Pour lire leur communiqué, cliquer [ici](#).

L'OTAN en Afghanistan : une armée encerclée ?



, 8 mars, Par René Cagnat, chercheur associé à l'IRIS

Alexandre Knyaziev, spécialiste éminent de l'Asie centrale parfois à l'origine de « révélations » venues des hautes sphères du pouvoir russe et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)(1), vient d'annoncer ce que nombre d'experts du monde oriental subodorent depuis des mois : les forces de l'OTAN en Afghanistan sont bel et bien en passe d'être encerclées !*



Le 29 février, dans un article intitulé « *Le piège afghan pour l'Amérique est-il en train de se refermer ?* »(2), ce journaliste affirme rien de moins que « la décision de fermeture à bref délai du Réseau de distribution nord (RDN), itinéraire d'approvisionnement des unités militaires de l'Amérique et de l'OTAN engagées en Afghanistan, est pratiquement prise à Moscou ».

Ce réseau de voies ferrées et routières qui, à partir de Riga en Lettonie, traverse la Russie pour atteindre l'Afghanistan via le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et par lequel passeraient aujourd'hui 90% des fournitures nécessaires au corps expéditionnaire, peut effectivement être fermé sur simple décision du Kremlin. Les Russes ont aussi la possibilité, par leur influence à Astana ou en brandissant le statut de la Caspienne, de fortement gêner voire d'interdire le recours à la rocade de remplacement envisagée au travers de la Transcaucasie (par la Géorgie et l'Azerbaïdjan) puis via la Caspienne et le Kazakhstan(3). De même, le fonctionnement du transit aérien par les bases de Manas (Etats-Unis et OTAN), Termez (Allemagne) et Douchanbé (France) pourrait être entravé par le report, voire la suppression d'autorisations de survol au-dessus du territoire russe.

Une telle mesure, si elle intervient prochainement, prendra effet juste au moment où les pays engagés en Afghanistan commencent à agencer le repli des « armadas » dont ils disposent sur ce théâtre lointain : 3000 blindés, dit-on pour la Grande-Bretagne, plus de 400 pour la France, au moins 10 000 pour les Etats-Unis, sans tenir compte des matériels de pointe (missiles, drones, transmissions, artillerie, etc) dont il est impensable qu'ils puissent tous emprunter une voie aérienne particulièrement ruineuse. L'heure de vol de l'avion gros porteur le plus utilisé (l'AN124, comme par hasard russe...) ne coûte-t-elle pas déjà, alors qu'elle est en constante augmentation, plus de 35 000 euros ?

Pour que Moscou recoure à une telle extrémité, il faut évidemment que le contentieux entre elle, d'une part, l'Amérique et l'OTAN, d'autre part, soit particulièrement critique. C'est le cas en effet : les événements en Syrie, en Iran, en Géorgie, en Azerbaïdjan, le déploiement en Europe centrale d'un bouclier anti-missiles et jusqu'à la « subversion » que le Kremlin perçoit derrière les agissements de l'opposition russe, tout cela rassemble les ingrédients d'une crise majeure. Dans le Très Grand Jeu en cours, le président Poutine, fort de sa réélection, ne devrait pas manquer de

brandir au moins la menace d'une fermeture du RDN. C'est justement ce qu'annonce, sans doute intentionnellement, l'article de Knyaziev.

Non moins intentionnellement, ce spécialiste signale en conclusion que la seule organisation internationale en mesure d'aborder le problème n'est autre que l'Organisation de coopération de Shanghai « *qui regroupe en tant que pays-membres ou observateurs tous les voisins de l'Afghanistan tout en faisant participer le gouvernement de Kaboul à ses travaux* ». Il souligne aussi, en bon oriental, que les Etats-Unis et l'OTAN n'échapperont pas au piège sans que leur prestige ait à en souffrir...

Un tel retrait vient de commencer puisque, le 5 mars, 25 camions gros porteurs américains viennent de franchir pour la première fois la frontière tadjiko-afghane et se dirigent vers Bichkek où les conteneurs qu'ils convoient seront chargés sur des trains en partance pour Riga via le Kazakhstan et la Russie(4), si cette dernière y consent...

Il convient de noter, cependant, que l'éventualité d'un veto russe ne sera pas sans braquer contre Moscou les pays d'Asie centrale qui comptent tirer parti au maximum du repli occidental aussi bien en argent qu'en récupération de matériels militaires. L'itinéraire routier actuel par le Tadjikistan et le Kirgizstan, difficile et exposé au harcèlement éventuel d'islamistes, ne devrait être que secondaire par rapport au transit ferroviaire au travers de l'Ouzbékistan présentement bloqué du fait des exigences financières excessives de Tachkent. ■

*Cet article fait suite à la fiche IRIS « *Le réseau de distribution nord sur la sellette* » de fin décembre 2011.

(1) *Créée en 1996 à l'instigation de la Chine, l'OCS regroupe aujourd'hui comme pays membres ou observateurs tous les voisins de l'Afghanistan.*

(2) *Centrasia.ru/news2.phpst ?=1330511700, texte en russe.*

(3) *L'itinéraire ferroviaire possible au travers du Turkménistan via Turkmenbachi et Kouchka se heurte à l'obstacle de la neutralité turkmène, relatif au demeurant.*

(4) Cf <http://www.centrasia.ru/news2.php?s...> du 7/3/2012.

DCNS est en pleine forme

Zone Militaire, 14 mars 2012 – 14:38

La semaine passée, Luc Vigneron, le Pdg de Thales, actionnaire à hauteur de 35% de DCNS, a livré quelques indications concernant les résultats, pour l'année 2011, du constructeur naval. Ainsi, ce dernier a réalisé un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros pour un bénéfice net de 198 millions, ce qui marque une progression de 43% par rapport au précédent exercice.

L'année 2011 aura donc été chargée pour DCNS, avec notamment la livraison du BPC Dixmude, conçu en collaboration avec le chantier naval STX France de Saint-Nazaire. La modernisation des SNLE de la Force océanique stratégique (Fost), après la livraison du Terrible, en 2010, a commencé afin de les rendre aptes à mettre en oeuvre le nouveau missile balistique M-51. Enfin, un troisième sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de type Barracuda a été commandé.

A l'exportation, DCNS est toujours impliqué dans les programmes de construction de sous-marins Scorpène en Inde et au Brésil et la futur frégate multimissions (FREMM) marocaine Mohammed

VI, a été mise à l'eau à Lorient, pour une livraison attendue en 2013. A cela s'ajoute la commande ferme de deux BPC destinés à la Russie et le contrat portant sur 6 corvettes de la gamme Gowind [en Malaisie](#).

Au total, le carnet de commandes du constructeur naval a atteint les 15 milliards d'euros, de quoi voir sereinement l'avenir. « DCNS conforte sa stratégie de croissance présentée il y a deux ans dans Championship » a expliqué le porte-parole du groupe, Emmanuel Gaudet, dont les propos ont été rapportés [par Ouest France](#).

Pour rappel, le plan Championship, lancé en 2009, vise à doubler le chiffre d'affaires du groupe d'ici 2018. Pour y arriver, DCNS mise sur le développement de nouvelles activités dans le domaine de l'énergie et l'exportation de navires militaires.

Pour le moment, les commandes passées par la Marine nationale représentent toujours près des deux tiers de l'activité du groupe. Le dernier tiers concerne les ventes à l'international. Quant aux activités liées à l'énergie, elles restent encore marginales, même si quelques contrats ont été signés, comme celui visant [à construire une centrale électrique](#) pour le compte d'EDF à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Quant à l'emploi, DCNS a embauché 300 nouveaux salariés l'an passé, ce qui représente une hausse de ses effectifs de 6,6%. Cela étant, les syndicats portent un regard différents sur ce chiffre. Notamment pour ce qui concerne les activités du groupe à Cherbourg, où ils dénoncent une « explosion de la sous-traitance ».

« On risque de ne plus avoir les moyens de travailler » a [récemment déclaré](#) Laurent Hébert, le secrétaire général de la CGT de l'arsenal de Cherbourg. « Un exemple : l'équipe d'intégration de la coque du premier Barracuda, un premier de série est constituée de 15 personnes. Dix sont des intérimaires ! » a-t-il ajouté.

Les militaires du 13e RG peuvent être aussi sapeurs-pompiers volontaires

Mise à jour : 16/03/2012 11:53

Depuis le 11 mars 2012, les militaires par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires du 13^e régiment du génie (13^e RG) de Valdahon peuvent intervenir en tant que pompiers durant les heures de service.



Une convention entre le [13^e régiment du génie \(13^e RG\)](#) de Valdahon et le service départemental d'incendie et de secours 25 (SDIS) a été signée le 11 mars au centre de secours de Valdahon. Elle permet aux militaires du 13^e RG par ailleurs sapeurs pompiers volontaires de participer à des interventions sur le département, durant les heures de service.

Un bon moyen pour les 6 militaires concernés (pour le moment) de perfectionner leurs savoir-faire et de bénéficier de formations de qualité, qu'ils seront à même de dispenser à leur tour, au régiment.

Pour le sergent Vincent Neny, militaire/sapeur pompier volontaire au 13^e RG, « le fait d'être sapeur pompier volontaire en parallèle de notre métier de militaire est une forme de continuité. Nous sommes au service de la population et de notre pays dans les deux cas ».

Un accord officiel renforcé par une belle initiative personnelle : « Qui plus est, cette démarche nous permet de contribuer à soutenir nos blessés, leurs familles et celles de nos camarades morts au combat en reversant nos vacances à [Terre Fraternité](#) », ajoute le sergent Neny. Comme ses 5 camarades militaires/sapeurs pompiers volontaires, il a décidé de reverser les indemnités reçues lors de ses interventions à l'association.

Droits : Armée de Terre 2012

Castelnaudary. Bon anniversaire « madame »

légion étrangère - PUBLIE LE 11/03/2012 03:45 | LA DEPECHE DU MIDI



Modernité et respect des traditions./Photo DDM

C'était hier l'anniversaire d'une vieille mais très grande dame, la légion étrangère. Castelnaudary, c'est bien connu, vit bien souvent à l'heure de son prestigieux régiment, le 4^e régiment étranger, et donc à l'heure de la légion. Celle-ci est née le 10 mars 1831. Le 9 mars, la loi était votée et le 10, l'ordonnance royale était signée par Louis Philippe. Le calcul est vite fait, la « vieille dame » à 181 ans. Presque deux siècles de traditions, et pourtant l'une des armes les plus modernes du monde.

Bon anniversaire « madame ».

Le buste du général Le Bègue Duportail au musée du génie

Mise à jour : 15/03/2012 11:34

Le buste du général Louis Le Bègue de Presle Duportail, fondateur du corps du génie américain, a pris place au musée du Génie, à Angers.

Le 15 février 2012, [l'école du Génie](#), l'association du musée du génie et la fédération nationale du Génie (FNG) ont inauguré un buste du général Louis Le Bègue de Presle Duportail, en présence d'une délégation de la société des Fils de la révolution américaine.



Né à Pithiviers en 1743, Louis le Bègue de Presle Duportail est formé à l'école royale du génie de Mézières, avant d'être envoyé par Louis XVI soutenir les Américains dans leur guerre d'indépendance. Nommé colonel des ingénieurs américains le 8 juillet 1777, conseiller tactique de Georges Washington, il est considéré comme le fondateur du corps du génie américain^[1].

Son buste, financé par la FNG, a été réalisé à l'initiative de la société des Fils de la révolution américaine (Sons of the American Revolution). Il a été inauguré par le général Francis Autran, commandant l'école du Génie, le général Jean-Jacques Rigoux, président de la FNG et par M. de Trentinian, vice-président Europe de la société des Fils de la révolution américaine. Il a pris place au sein du musée du Génie en présence du général Michel Vautravers, président de l'association du musée du Génie, et de nombreuses personnalités civiles et militaires.

>>> Musée du Génie, École supérieure et d'application du Génie
Quartier Éblé, 106, rue Éblé, 49000 Angers

>>> A lire : « Duportail ou le Génie de Washington », du colonel Serge Le Pottier, éditions Economica.

Droits : Armée de Terre 2012

Ouest-France, 11.03.2012

Jean-Baptiste Duburquois est entré à l'Ecole navale à... 12 ans et demi

A quelques jours du séminaire interarmées des Grandes écoles militaires (le 22 mars à l'Ecole militaire), je voudrais relayer une anecdote que m'a signalée Jean-Christophe Rouxel, l'animateur de [l'Espace Tradition de l'Ecole navale](#).

Dans les quelque 5 000 notices biographiques qu'il a déjà compilées, se trouve celle du plus jeune élève de Navale: Jean-Baptiste Duburquois. Né en 1826, ce fils d'officier de marine a été reçu à Navale en 1838; il avait 12 ans et demi. Il en est sorti breveté en 1842. Il est malheureusement mort à l'âge de 18 ans, à son retour de la campagne du Mexique. Sa biographie détaillée peut être consultée en cliquant [ici](#).

Son frère Joseph (1823-1895) est entré à Navale à 14 ans et a terminé [sa carrière](#) avec le grade d'Amiral.

Tireur d'élite ou de précision : la réalité du métier

Armés de FRF2 et de PGM, les tireurs de précision et les tireurs d'élite remplissent des missions de neutralisation de cibles longue distance, mais aussi d'observation et de renseignement.



« Véhicule se déplaçant de la gauche vers la droite, un civil à l'intérieur ! » Derrière ses lunettes [Vector](#), assis sur un tabouret pliant, le sergent Rafik Amiri, chef de groupe tireur d'élite au [35e régiment d'infanterie](#) (35e RI), donne le ton de l'exercice. Allongé sur sa gauche, un tireur de précision en formation observe les cibles. Le coup part. Une des cibles s'abaisse. « But ! »

Les yeux du chef de section

Les 7 militaires en formation au camp de la Courtine font partie des meilleurs tireurs de leur régiment. Au terme de leur formation de 8 semaines, ils occuperont la fonction convoitée de tireur de précision (TP). « Pour devenir TP, il faut être bon tireur. Il faut aussi être calme, autonome et savoir garder son sang-froid », précise le caporal Alexandre Trassy, TP au 35e RI.

La fonction du TP : surveiller et détruire. Intégré en binôme au sein d'une section, directement rattaché au groupe commandement, « le TP va être les yeux du chef de section », poursuit le caporal. « Il va être ponctuellement détaché pour pouvoir s'infiltrer au plus près et obtenir du renseignement. Il va traiter des cibles particulières, comme les chefs des rebelles par exemple ». Tireur longue distance, équipé de [FRF2](#), calibre 7,62, le TP peut détruire des cibles jusqu'à une distance de 800 mètres.

De tireur de précision à tireur d'élite

Les meilleurs d'entre eux pourront devenir tireur d'élite : le graal pour tout militaire qui aime tirer. « Il faut être extrêmement physique pour être tireur d'élite » explique le caporal-chef Aronas Pranaraskas, chef de pièce : « On est en totale autonomie au sein du groupe TE. On doit donc transporter dans son sac de quoi manger, boire, dormir, se changer. C'est un poids, auquel s'ajoutent les 17 kg du PGM ». Il se rappelle une mission à Djibouti : « J'ai dû gravir un piton rocheux. La pente était raide. La température affichait 40 °c. Avec le poids du sac et de l'arme, l'ascension a été lente. Mais il est indispensable pour nous de se placer au plus haut, d'où on voit le mieux. »

Observer et renseigner : une mission primordiale

Car l'une des missions principales du tireur d'élite est d'observer et de renseigner. « Au [Kosovo](#), en 2008, on était chargés d'assurer la sécurité du pont qui sépare les populations serbe et albanaise à Mitrovica » se rappelle le sergent Amiri. « Un mois après l'indépendance, une de nos compagnies s'est fait prendre à partie au niveau du tribunal. Grâce à nos comptes rendus, on a pu empêcher le franchissement du pont pour ne pas que ça dégénère. »

Le tir : une infime partie du métier de tireur d'élite

Sur [PGM](#), calibre 12.7, un tireur d'élite peut atteindre une cible à plus de 1800 mètres. Mais finalement, « le tir n'est qu'une infime partie du métier », assure le caporal-chef Thibault Hélaire, chef de pièce au 35e RI. « Pour être tireur d'élite, il faut de la patience avant tout. On peut rester en mission d'observation pendant 36 heures au même poste. D'où l'importance d'être deux : un tireur d'élite et un chef de pièce, chargé de donner au tireur les corrections de tir en fonction de la vitesse du vent, de la température... Le chef de pièce est ancien tireur d'élite, il est capable de tirer. Ainsi, le binôme peut se relayer. Il faut être très réactif : lorsqu'il faut tirer, on doit neutraliser l'adversaire en quelques secondes ».

Une mission risquée

Une mission qui n'est pas sans risque : s'il peut voir à longue distance, le tireur d'élite peut aussi être vu. « La tenue de camouflage ghillie permet de mieux se fondre dans l'environnement, mais nous devons malgré tout changer d'emplacement après chaque tir pour ne pas être décelé, explique le CCH Pranaraskas. Avec les balles de gros calibre, le casque ou le gilet pare-balles ne vous protègent pas. »



Sources : TIM / D. Lheritier
Droits : armée de Terre 2012

[Accueil](#) > [Marne](#) - [Région](#) - [Faits Divers](#) - [Reims](#)

Munitions chimique : destruction annoncée

L'Ardennais, Publié le lundi 12 mars 2012 à 08H26 -

L'état de certaines de ces 16 □ 727 munitions peut faire craindre le pire., Christian Lantenois

SUIPPES (Marne). Cette fois, c'est sûr ! Une unité mobile de démantèlement arrive à la fin du mois à Suippes. « Avant l'été », les plus instables des munitions chimiques de la Grande Guerre (une trentaine de tonnes sur les 250 entreposées) vont commencer à être traitées sur place par cette machine.

Cette unité va démanteler les engins de la mort qui ne pourront être transportés jusqu'à l'usine Secoia de Mailly-le-Camp quand elle ouvrira en 2016, selon les dernières annonces.

Entreposées depuis 2001 à Suippes, ces 17 000 munitions chimiques ont fait l'objet de nombreuses supputations, faute de transparence. Explications.



LA poubelle qui regroupe toutes les munitions chimiques de France va commencer à disparaître avant l'été ! Quoi ? Vous avez déjà entendu cette affirmation ? Cette fois, il semble que la situation n'a jamais été aussi proche d'évoluer.

Depuis septembre dernier, l'ancien DAMS (Dépôt d'armes et munitions spéciales) du camp de Suippes frémit d'une activité comme il n'en avait plus connu depuis le milieu des années 90 et la fin de l'hébergement des missiles nucléaires Pluton.

Le lieu a fait l'objet de toutes les supputations. La faute à l'absence de transparence de la part des autorités, la faute aussi à une certaine propension à

imaginer le pire de la part de certains.

Accueillis la semaine dernière sur le site, nous avons pu accéder aux futurs lieux de destruction mais aussi à une alvéole. Forcément, « dans certaines alvéoles, nous n'entrons qu'avec les tenues NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) et le masque. Nous ne sommes pas des kamikazes ! » réplique Pierre-Yves Channaux, le chef du C4.

Sur les 35 hectares de ce C4 (Centre de coordination sur les chargements chimiques), l'ancien DAMS, toutes les munitions chimiques découvertes en France depuis 1997 sont stockées.

2 000 neutralisées sur place

Un entreposage qui a débuté en 2001. Onze ans plus tard, la solution pour les éliminer proprement, évoquée depuis 2008 au moins, sera une réalité dans quelques semaines avec l'arrivée et la mise en service d'une « Unité mobile de démantèlement des munitions identifiées », (UMD).

Il faut dire que l'urgence semble forte.

Déjà, la France, signataire de la convention de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), se doit de répondre au planning d'élimination imposé.

De plus, l'état de certaines de ces 16 727 munitions peut faire craindre le pire.

Leur contact avec l'air, après des décennies dans la terre, a accentué la détérioration de leur enveloppe et des différents joints.

« Deux munitions ont effectivement fuité » admet Pierre-Yves Channaux. Pour le reste, le principe de précaution est appliqué.

Cinq alvéoles sont ainsi réfrigérées, entre 0 et 4°C, pour accueillir les munitions les plus sensibles. « Cela évite que le liquide qu'elles contiennent ne se transforme en gaz et que le risque de rupture de l'enveloppe soit alors décuplé ».

C'est donc la Sécurité civile, 7 personnes actuellement, qui va se charger de l'élimination de ces munitions les plus sensibles, celles pour qui un transport jusqu'à Mailly-le-Camp, qui doit accueillir une usine de démantèlement à l'horizon 2016 (lire par ailleurs), ne sera possible.

Ces munitions, dignes de la nitroglycérine transbahutée dans Le salaire de la peur, seraient un peu plus de 2 000.

Il faudra donc bien plus d'un an pour les traiter, car l'UMD, opérationnelle avant l'été donc, ne devrait pas pouvoir démanteler plus de 8 munitions quotidiennement. De cet investissement de 7,8 millions au total, la population locale se plaint d'en être quasiment pas informée.

Pas avant 2016 pour les moins dangereuses

Mais, magie de l'intérêt médiatique ou timing concordant, une réunion du Comité local d'information et de suivi (CLIS) se tiendra le mois prochain...

Les habitants entourant l'immense camp de Suippes y apprendront que les munitions ne vont pas totalement disparaître de leur voisinage.

Près de 15 000 (il en arrive toujours au gré des découvertes sur le territoire national), ne disparaîtront qu'en 2016 au plus tôt, une fois, l'usine Secoia de Mailly-le-Camp opérationnelle.

Un siècle après le conflit, les munitions de 14-18 n'ont pas fini d'alimenter la chronique !

Dossier Frédéric Gouis & photos Christian Lantenois

Appareillage du porte-avions Charles de Gaulle pour un déploiement en méditerranée

Mise à jour : 15/03/2012 15:10

Le porte-avions *Charles de Gaulle* appareillera vendredi 16 mars 2012 pour un mois de déploiement en mer méditerranée. Au programme : entraînement et remontée en puissance.



Après une période d'entretien, le porte-avions entamera son stage de « Mise en Condition Opérationnelle » (MECO). Les manœuvres qui seront effectuées durant un mois doivent permettre au bâtiment de valider l'ensemble de ses capacités opérationnelles.

La première partie du déploiement sera consacrée à la formation des jeunes pilotes du Groupe Aérien Embarqué (GAE). Ils enchaîneront les catapultages et les appontages, de jour comme de nuit, pour

obtenir leurs qualifications. Pendant cette période, le GAE sera composé de 7 [Rafale Marine](#), 7 [Super Etendard Modernisés](#) et de 2 [E2C Hawkeye](#).

Pour la deuxième partie du déploiement, le porte-avions [Charles de Gaulle](#) sera rejoint par d'autres bâtiments* pour évoluer en groupe aéronaval (GAN) complet. Ce type de configuration est semblable à celle adoptée lors des opérations *Agapanthe* et *Harmattan*. Ils participeront ensemble à la manœuvre FANAL, temps fort du cycle de remonté en puissance. 38 personnes de la Force aéromaritime de réaction rapide (FRMARFOR) formeront pour l'occasion, le noyau de l'état-major de l'exercice à bord du porte-avions, avec l'amiral Coindreau à leur tête. Objectif : conduire une manœuvre inscrite dans un environnement fictif de crise de moyenne/haute intensité, sous menace multiple, pour entraîner chaque unité du GAN sur les standards Otan.

* La frégate de défense aérienne [Chevalier Paul](#), les frégates anti-sous-marines [Duplex](#) et [Montcalm](#), le bâtiment de commandement et de ravitaillement [Meuse](#), l'avisos [EV Jacoubet](#) ainsi qu'un hélicoptère [Caïman Marine \(NH90\)](#), un hélicoptère [Lynx](#) et un avion de patrouille maritime [Atlantique 2](#) seront mobilisés.

Atalante : la frégate Aconit accueille le commandant de la TF 465

Mise à jour : 14/03/2012 16:35

Le 9 mars 2012, le capitaine de vaisseau Olivier de Saint Julien, commandant l'*Aconit* a accueilli à son bord le contre-amiral espagnol Jorge Manso Revilla, commandant la *Task Force* européenne de lutte contre la piraterie (TF 465).



C'est durant un ravitaillement à la mer (RAM) entre le ravitailleur espagnol *Patiño* et la frégate française *Aconit* au large de la Somalie que le commandant de la TF 465 s'est déplacé sur la frégate française.

Au cours de sa visite, le contre-amiral Jorge Manso Revilla a pu rencontrer l'équipage et mesurer les capacités de la frégate *Aconit* dans la lutte contre la piraterie. Il a également rencontré l'équipe de protection embarquée (EPE) estonienne, qui opère depuis l'*Aconit*

depuis le 15 février dernier.

Le commandant de l'*Aconit* et le contre-amiral Jorge Manso Revilla ont fait le point sur l'activité des pirates alors que la période de mousson touche à sa fin et sur les moyens actuellement engagés dans Atalante et les autres forces maritimes de la zone.

La frégate *Aconit* est engagée dans l'opération Atalante depuis le 11 février 2012 et a déjà parcouru une très grande zone de patrouille allant de l'IRTC (*internationally recommended transit corridor*) dans le golfe d'Aden jusqu'à la Tanzanie.

En avril prochain, la France succèdera à l'Espagne à la tête de la TF 465.

Armée par des bâtiments français, allemands, espagnols et grecs, l'opération Atalante a pour mission de fournir une protection aux navires affrétés par le programme alimentaire mondial (PAM), de protéger les navires marchands afin de dissuader, prévenir et intervenir pour mettre fin aux actes de piraterie au large de la Somalie.

Retour du chasseur de mines Céphée à Brest

Mise à jour : 15/03/2012 14:29

Le 15 mars 2012, le chasseur de mines Tripartites [Céphée](#) a accosté au quai des flottilles à la base navale de Brest son port d'attache.

Du 23 janvier au 29 février 2012, le *Céphée* était en mission au large de la Libye. Cette mission dont l'objectif était de réaliser des actions de dépollution sur les accès et dans les ports libyens, entrain dans le cadre de la coopération bilatérale avec la nouvelle administration libyenne. Ainsi le *Céphée* a permis de dépolluer les terminaux pétroliers off shore de Sidrah, Brega, Zuetina, Ras Lanuf, Az Zawiyah et des zones d'attentes de Tripoli et Misratah.



Ce sont 49 membres d'équipage et un officier de liaison libyen en permanence à bord qui ont œuvré pendant 38 jours pour « nettoyer » une zone d'environ 750 kms. Les résultats de la mission du *Céphée* et des autres missions de guerre des mines ont permis de vérifier les fonds sous-marins des ports et des accès. Aucune mine récente et dangereuse n'a été trouvée dans les zones, les restes d'engins explosifs de guerre détectés ont tous été détruits, une mine historique de la Seconde

guerre mondiale a été identifiée et détruite et plusieurs épaves ont été localisées et investiguées.

Sources : Marine nationale , Droits : © Marine nationale

Ouest-France, 15.03.2012

La frégate "Chevalier-Paul" accostera à Nantes vendredi à midi



Partie du port militaire de Toulon lundi dernier, la frégate de défense anti-aérienne *Chevalier-Paul* (Photo ci-dessus et ci-dessous: Philippe Dannic) accostera à Cheviré, vendredi à 12 h. En effet, son tirant d'eau de 8m ne lui permet pas de remonter la Loire jusqu'au quai Wilson, à Nantes. L'escale sera chargée pour son commandant, le capitaine de vaisseau François Moreau, et pour ses 181 membres d'équipage. Pendant que les uns participeront aux cérémonies officielles de signature de parrainage du bateau, les autres feront le guide en faisant découvrir, gratuitement, ce fleuron de la Marine nationale. Du 16 au 19 mars, la frégate *Chevalier-Paul* sera amarrée au quai de Cheviré, amont, poste 1, rive Sud, à Bouguenais. Elle pourra être visitée le 17 mars, de 9 h à 16 h 30 et le 18, de 9 h à 18 h 30. Des navettes gratuites seront organisées entre Nestrie (terminus du tramway ligne 3) et Cheviré.

On lira ci-dessous le portrait du second-maître Girard que ma collègue Chantal Boutry a rédigé hier alors que la frégate se trouvait dans l'Atlantique.



"Je suis fier d'arriver à bord de la frégate ! »

Le second maître Guillaume Girard est l'un des marins les plus heureux du bord : « je ne suis ni Breton ni Vendéen. Je suis Nantais ! » Avant même d'avoir quitté Toulon, il a prévenu tous ses copains et sa famille, y compris des Parisiens : « Tout le monde va monter à bord et je leur servirai de guide. Je suis tellement fier d'arriver à Nantes à bord de la frégate ! C'est un tel honneur ! »

Le second maître Guillaume Girard a toujours voulu être militaire. Son bac S, puis un DUT électronique et informatique industrielle en poche, il signe un contrat de 10 ans avec la Marine nationale, en septembre 2009. Il intègre directement l'école de sous-officiers de Maistrance, puis, une spécialisation au centre d'instruction navale à Saint-Mandrier.

En octobre 2010, il embarque sur la frégate de défense aérienne Chevalier-Paul comme électronicien d'armes : « j'assurais la maintenance des missiles anti-navires. »

Un an plus tard, déjà une promotion : « depuis septembre, je suis passé aux radars de guidage des missiles antiaériens. De plus, je suis également surveillant aérien. C'est-à-dire que j'analyse tout ce qui vole autour du bateau pour éviter d'être surpris et toute méprise. »

Le Nantais souhaite gravir les échelons : « la Marine propose des passerelles pour progresser en grades. Je vais saisir cette chance. Je sais qu'il faut travailler. Mais ce métier me plaît. Et surtout l'esprit d'équipe et la solidarité entre marins. »

À 26 ans, après deux ans d'embarquement, le second maître Guillaume Girard a déjà fait escale à Malte, en Sicile, en Crète, à Chypre, au Liban. Et a participé à l'opération Harmattan en Libye : « C'est une très bonne école de la vie. Quoiqu'il m'arrive, j'en sortirai grandi ! »

La frégate Forbin en escale à Chypre

Mise à jour : 14/03/2012 15:56

La frégate de défense aérienne [Forbin](#) en déploiement opérationnel en Méditerranée depuis le 27 février 2012 a fait le 3 mars une escale de deux jours à Larnaka, port situé à l'Est de Chypre.



Cette escale était placée sous le signe de la coopération bilatérale avec Chypre. Le *Forbin* a participé à un entraînement de recherche et de sauvetage (SAR – Search and Rescue) mené conjointement avec le Joint Rescue Coordination Center de Larnaka et simultanément, une équipe de visite du *Forbin* est allée inspecter un navire suspect et a procédé à l'investigation du navire et de son équipage.



De nombreuses activités officielles ont marqué cette escale. Le commandant a rendu visite au maire de Larnaka et au directeur du port. La présence sur l'île de l'équipe féminine de football pour la Cyprus Cup 2012 a permis à l'équipage de la frégate de présenter leur bâtiment et d'échanger librement avec ces sportives professionnelles.

Sources : Marine nationale
Droits : © Marine nationale

Ouest-France, 15.03.2012

La quille pour le plus ancien plongeur de la Royale, après 39 années dans l'eau de mer

Lu ce matin dans nos pages Bretagne, ce court portrait de Robert Martinal, plongeur depuis 39 ans au sein de la Royale!

Cet article n'est que l'un des sept ou huit articles consacrés aux armées et relevés ce matin dans nos éditions par notre service de documentation qui chaque jour fait "la pige" de tout ce qui se dit sur la défense "d'est en ouest". Belle preuve que *Ouest-France* n'oublie jamais le ministère, son ministre (un article sur sa visite d'hier à Etrelles), les régiments de l'Ouest (un article sur les efforts de reconversion au sein du 2e Rima), ses réservistes (un papier sur la "double vie des réservistes rennais")... La preuve qu'il n'y a pas que "le taulier" de ce blog qui s'intéresse aux affaires militaires.



5 640 plongées, 39 ans d'expérience aquatique... le plus ancien plongeur de la Marine tournera la page fin avril. Rien ne prédestinait le jeune Savoyard, Robert Martinal, à faire carrière dans l'eau salée. Ce sont les images du Commandant Cousteau qui lui feront quitter les montagnes pour la mer qu'il n'avait encore jamais vue. Engagé en 1970 comme mécanicien, il passe son certificat de plongeur à bord du porte-avions *Foch*. En 1981, il intègre le corps des marins des ports, puis le groupe des plongeurs de la Direction des ports (DP). Le travail sous l'eau deviendra son quotidien : entretien du port, visite des ancrages, remplacement de chaînes et d'ancres. « Un travail souvent sans visibilité et parfois dangereux. » Il a ainsi participé au redressement d'un ponton-grue coulé en rade de Brest, au ramassage de conteneurs tombés à l'eau. L'une de ses dernières missions l'amènera à Lorient, pour le désembossage de l'ancien escorteur d'escadre *Bouvet* destiné à la ferraille.

Une pierre

Le **CEMAA** posera demain après-midi la première pierre du futur bâtiment de formation A400M à Bricy. Les travaux de terrassement ont commencé depuis le mois d'octobre, et le bâtiment doit être livré en fin d'année 2012.

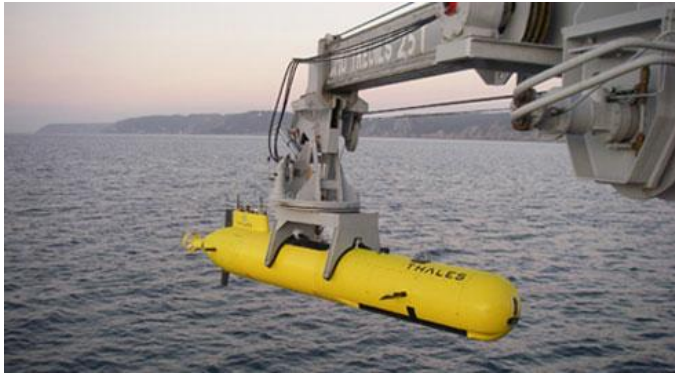
Le premier A400M doit arriver sur la base aérienne 123 au premier semestre 2013, et deux autres doivent suivre, cette même année. C'est la **MEST** (équipe de marque du **CEAM**) qui les prendra en mains, avant le réveil du **1.61 Touraine**.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/14/2012 11:21:00 AM](#)

Utilisations actuelles et futures des drones sous-marins

Alliance Géostratégique, Written by F. de St V. on mars 15, 2012 – 10:00 -

L'Alliance Géostratégique remercie T. S. , chercheur en robotique sous-marine d'avoir bien voulu développer plus longuement un de ses commentaires posté sur [un billet précédent](#). D'autres lecteurs intéressés peuvent évidemment faire de même en envoyant leur article à l'adresse alliancegeostrategique@gmail.com



Très discrets aux yeux du public, les drones sous-marins sont pourtant très exploités par le monde civil et commencent à faire parler d'eux dans une plus large mesure. Les grands acteurs militaires se penchent assez attentivement sur la question de leur employabilité dans différents domaines d'actions.

Les drones sous-marins, qu'on retrouve sous la dénomination d'*Unmanned Underwater Vehicles* (UUV) dans la littérature anglophone, peuvent être classés selon différents critères. Le premier retenu ici est l'autonomie du véhicule :

- ROV: *Remotely Operated Vehicle*. Un lien physique (un câble) relie le robot à l'opérateur, couramment dans un navire de surface. L'opérateur contrôle entièrement l'engin, l'autonomie décisionnelle est donc nulle. Par contre, l'autonomie énergétique est très élevée ce qui permet d'effectuer de longues missions d'observation ou d'interaction directe avec l'environnement. Ce type d'UUV est souvent utilisé pour des interventions en hauts fonds.
- AUV : *Autonomous Underwater Vehicle*. Le robot n'est pas physiquement relié à une base d'opérations. L'opérateur peut contrôler tout ou partie des actionneurs via des communications sans fil. Ces dernières étant très coûteuses dans le milieu sous-marin, l'engin bénéficie en général d'une grande autonomie décisionnelle, pour s'adapter aux éventuels changements de l'environnement.

Le type de propulsion du robot sous-marin est fréquemment contraignant pour certaines missions. Ce critère permet donc d'établir une autre classification des drones sous-marins. La propulsion à hélice (type torpille) est la plus courante car elle permet d'évoluer à bonne vitesse. Le type *glider* (planeur sous-marin) est plus lent mais très peu coûteux en énergie, augmentant d'autant l'allonge. Les bouées sont plus sensibles aux courants, à moins d'être ancrées dans le sol. D'autres types de propulsion sont imaginables et potentiellement étudiés, comme l'utilisation de la cavitation pour atteindre des vitesses très élevées (à l'instar des torpilles russes *Shkval*). Enfin, la taille ainsi que la masse immergée des engins terminent notre classification. Les drones sous-marins vont du petit robot biomimétique de quelques grammes au sous-marin autonome de plusieurs dizaines de tonnes.

Les utilisations des drones sous-marins dans le monde civil foisonnent, particulièrement en océanographie et dans les grands groupes pétroliers. En tête des missions, on trouve la cartographie sous-marine et l'acquisition de données scientifiques à de grandes profondeurs. Nous pouvons également citer l'inspection de coques, d'oléoducs, l'ensouillage (enterrer une canalisation) de câbles sous-marins ou la lutte contre la pollution en mettant sous surveillance l'épave d'un chimiquier par exemple. Les faits récents concernant le vol AF 447, reliant Rio à Paris, ont démontré l'avantage de l'emploi de ce type d'engins. C'est en effet grâce à des drones sous-marins (REMUS 6000) que l'épave et les boîtes noires de l'avion ont pu être retrouvées. La zone à explorer ne faisait pas moins de 2000km², par une profondeur de 700 à 4600 mètres.

Le monde militaire utilise depuis longtemps des SONAR robotisés dans la guerre maritime. Mais le développement d'une robotique plus autonome offre la possibilité d'améliorer la discrétion lors d'opération, mais surtout d'éloigner considérablement l'homme d'une menace directe. Les premiers emplois des UUV concernent la guerre des mines. La robotisation permet d'aller au plus près de la menace et d'effectuer une partie de la boucle de déminage (Détection, Classification, Identification, Localisation) sans prendre de risque. La neutralisation des mines, dernière phase et la plus délicate de ce cycle, fait également l'objet de recherche de la robotique sous-marine. L'utilisation de bouées ou de drones du type *glider* peut servir à l'interdiction de zone, dans le

cadre de la protection d'une infrastructure militaire ou lors d'un convoi maritime. De même, des drones silencieux et autonomes offriraient un service de renseignements très efficaces. Enfin, la lutte anti-sous-marine est un domaine où l'emploi des drones est étudié. Un équivalent aux *loitering munitions* du monde aérien assurerait efficacement la protection d'un groupe aéronaval.



Le domaine scientifique des engins robotisés sous-marins est très large. Il touche l'autonomie énergétique, indispensable à une longue allonge et à un besoin de discrétion, et explore également l'autonomie décisionnelle, comme dans le cadre de REA (*Rapid Environmental Assessment*) où le drone doit évoluer de façon autonome dans un environnement inconnu. Le projet d'étude amont (PEA) DAURADE, incluant le SHOM (Service Hydrographique et Océanographique de la Marine) et la DGA

(Direction Générale de l'Armement), s'intéresse à ces problématiques. La coopération entre l'homme et les machines est un sujet prépondérant dans l'ensemble de la problématique des drones. La DGA a lancé, dans le cadre du Système de Lutte Anti-Mine Futur (SLAMF), le PEA ESPADON, devant lever les risques sur des concepts multi-robots. Dans ce projet, un drone de surface, le Sterenn Du, est leader d'une flottille de petit UUV, dans le cadre d'une mission de guerre des mines.

La France est novatrice dans le domaine de la robotique sous-marine. En plus de promouvoir le domaine auprès des écoles d'ingénieurs et des universités par le biais de concours robotiques, la France dispose d'une base industrielle solide. Parmi ces entreprises, nous comptons [Thales Underwater System](#), impliqué dans de nombreux projets nationaux (PEA ESPADON) et internationaux, [ECA Robotics](#), qui fournit des drones à la DGA et aux gardes côtes japonais. A cela s'ajoute le tapis de PME, avec entre autres [Subsea Tech](#), qui collabore avec la marine italienne, le groupe Total et également le CNRS. [Kongsberg Maritime](#) et [Bluefin Robotics](#) se placent en concurrents internationaux dans le domaine.

Bien qu'assez peu présents sur le devant de la scène, les drones sous-marins sont fortement utilisés par la communauté scientifique et océanographique. Ces derniers mois, la plupart des grandes marines du monde se sont équipées en drones sous-marins, soit pour des applications directes, soit à des fins de prospective. La guerre des mines reste actuellement le domaine de prédilection de ces technologies, mais les recherches civiles et militaires ouvrent de plus en plus la voie à de nouvelles utilisations.

Les EAU au CENZUB (actualisé)

Un SGTIA des Emirats Arabes Unis (EAU) va passer au CENZUB, en mai. Les EAU sont le troisième pays étranger à passer dans le centre, après les Allemands (via la brigade franco-allemande) et les Britanniques dont c'est actuellement déjà le 4e passage (1).

Les Britanniques ne paient pas, car c'est pour la France une incarnation du traité franco-britannique. Les EAU ne paieront pas non plus, conséquence des accords de défense. Ils ont déjà installé en France, depuis l'an dernier, l'équivalent d'un SGTIA blindé, avec BMP-3 et Leclerc (2). Les seuls à avoir payé sont... les CRS, venus s'entraîner au CENZUB au printemps, avant le G8. Le coût d'une rotation de SGTIA est estimée à 100.000 euros. 100 MEUR ont été investis par

l'armée de terre jusqu'à maintenant, à Sissone.

(1) avec les descendants du prestigieux **3 Para**, engagé à Arnhem en 1944.

(2) le seul pays à avoir installé chez nous des moyens militaires à des fins de formation est Singapour, avec 18 Super Skyhawk, chez nous, depuis 1998.

Actualisé : et bien sûr, nos amis belges, présents à Cazaux avec des Alpha Jets plus modernes que les nôtres.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/13/2012 07:48:00 AM](#)

Des avions d'entraînement Alenia-Aermacchi M-346 bientôt à Cazaux

Zone Militaire, 13 mars 2012 – 11:30

Avec un budget annuel d'environ 8,5 milliards d'euros, les forces armées de Singapour sont relativement bien équipées. L'effort de défense consenti par la Cité-Etat représente plus de 5% de son PIB, ce qui en fait l'un des taux les plus importants au monde.

Cela est possible grâce à la vitalité économique de ce pays, laquelle repose essentiellement sur les services financiers, le commerce, la navigation maritime et l'électronique. En 2010, la croissance de son PIB a été de 14,5%. De quoi faire rêver vbon nombre de dirigeants européens.

D'une superficie de près de 700 km² et comptant plus de 5 millions d'habitants – dont 3,73 millions de citoyens, Singapour entend privilégier la stabilité de son environnement proche. En outre, la Cité-Etat entretient une relation forte avec les Etats-Unis, lesquels sont les garants de sa sécurité en échange de facilités militaires. La doctrine de ses forces armées est avant tout défensive et dissuasive.

Ainsi, le rôle de la Republic of Singapore Navy, dotée de frégates La Fayette, vise avant tout à assurer la sécurité des voies maritimes et à lutter contre la piraterie. Les forces terrestres et aériennes du pays ont pour mission de dissuader une éventuelle attaque, voire, le cas échéant, de remporter la décision rapidement face à un agresseur. Elles assurent également des opérations de paix et peuvent intervenir dans le cas où les intérêts singapouriens seraient menacés.

Pour cela, la Republic of Singapore Air Force (RSAF) peut compter sur 422 aéronefs, dont 143 avions de combats, dont 24 F-15 et 74 F-16 Block 52. Seulement, étant donné la superficie disponible (7.150 habitants au km²) de Singapour, la place manque pour l'entraînement des pilotes.

Aussi, les forces aériennes du pays ont conclu des accords pour envoyer des détachements aux Etats-Unis (F-15 dans l'Idaho, F16 et hélicoptères Apache en Arizona, et Chinook au Texas), en Australie (3 bases) et... en France, plus précisément sur la base aérienne 120 de Cazaux, siège de l'Ecole de Transition Opérationnelle (ETO) qui accueille des stagiaires français et belges.

Depuis quelques temps en effet, une douzaine d'élèves pilotes singapouriens effectuent, chaque année, leur formation dans le ciel girondin, au sein du 150e Escadron, lequel est actuellement équipé d'avions A-4 SU. Mais cette unité recevra prochainement 12 nouveaux appareils, à savoir des M-346 Master du constructeur aéronautique italien Alenia/Aermacchi.

En attendant, et afin de préparer l'arrivée de ces avions d'entraînement, le général Huat Sern Wong, le chef d'état-major de la RSAF, et le général Jean-Luc Crochard, délégué aux relations extérieures de l'armée de l'Air, ont assisté, à Cazaux, le 8 mars derniers, à la cérémonie de la « première pelletée de terre » marquant le début, de la construction d'un centre d'instruction au sol destiné aux élèves pilotes singapouriens.

Ce projet, supervisé par la société Singapore Technologies Aerospace, vise à construire un bâtiment de deux étages, doté de salles de classe interactive et de briefing, de simulateurs de vol et d'autres outils pour l'instruction des stagiaires. Ce chantier devrait être terminé d'ici la fin 2013.

Ouest-France, 14.03.2012

Vous avez dit "Liaison 16" ou "voyage en absurdie"?



Dans le livre que mon collègue Jean-Marc Tanguy (*le mamouth*) consacre à l'opération *Harmattan* (ma chronique sur ce livre paru chez Nimrod sera mise en ligne demain), j'ai découvert que "la France est très en retard" en ce qui concerne le fameux *Link 16* ([la liaison 16](#)), un système de communication tactique Otan qui permet d'échanger des données cryptées. Selon Jean-Marc Tanguy (p. 40-41), "seuls les *E-3F* et *E-2C* l'ont de série, tout comme le *Rafale*" et "les travaux pour l'intégrer sur la famille *Mirage 2000D* ont pris beaucoup de retard".

Le hasard a fait que l'on m'a signalé un article critique intitulé "Communications tactiques militaires: voyage en Absurdie" paru le 5 mars dans *Politique magazine*. Cet article rappelle que la France prévoyait, il y a encore deux ans, « l'équipement en Liaison 16 des *Mirage 2000* », le projet de loi de finances présenté cet automne n'en souffle plus un mot.

"Pour obtenir «des performances cohérentes avec les besoins du combat moderne», indique ainsi le projet de loi de finances, on prévoit de le remplacer dès 2016... alors qu'on aura à peine terminé son installation sur *Mirage*. Affaire purement technique? Loin s'en faut, elle concerne la souveraineté opérationnelle

de notre aviation de chasse et pourrait nous avoir coûté des centaines de millions d'euros, pour rien", écrit l'auteur de cet article (collectif).

Ouest-France, 11.03.2012

Partage du ciel US: la FAA veut faire cohabiter les drones avec tout ce qui vole. Et en France?



La FAA (*Federal Aviation Administration*) a publié vendredi un [dossier d'enquête publique](#) pour identifier six zones-test où elle compte étudier, à partir de 2013, la cohabitation des drones fédéraux (Défense, Justice, Homeland Security, Douanes, Nasa...), des drones des forces de police (cliquer [ici](#) pour lire un article de DefenseTech) et de tout ce qui vole dans le ciel américain.



Comme le rappelle la FAA dans une *Fact Sheet*, chaque jour, une centaine de milliers de vols ont lieu dans l'espace aérien américain. Au sol, 18 000 appareils de ligne côtoient 230 000 avions d'affaires, de loisirs... Désormais, il faut aussi compter avec les drones fédéraux (DoD, FEMA, DoE...) et les drones privés qui s'entraînent ou opèrent dans le NAS (*national air space*). Un espace où la sécurité est primordial.

Actuellement et depuis juin 2011, il existe une zone test réduite (à la New Mexico State University) qui dépend de la FAA. Six sont prévues. Ces zones test vont servir à préparer l'intégration des drones dans le NAS. Actuellement, la FAA autorise des vols à basse altitude (comme celle des modèles réduits) ou exige un avion d'accompagnement (formule lourde et

onéreuse). A terme, il s'agit de faire co-voler avions, hélicoptères et drones publics et privés (ceux que souhaitent utiliser les entreprises agricoles, les compagnies qui possèdent des réseaux: eau, électricité, gaz, pétrole) etc. Outre ces zones test, la FAA veut aussi réfléchir à l'embarquement de matériel de détection: il s'agit de passer du "see and avoid" (voir et éviter) au "sense and avoid" (percevoir et éviter).

En France? Un projet d'arrêté sur les conditions d'emploi des drones et sur les capacités requises des personnes qui les utilisent est en cours de rédaction par les services de l'aviation civile (DGAC). Cet arrêté était attendu pour le mois de mars, suite à une consultation publique lancée en 2011 (et close depuis le 30 octobre). Cliquer [ici](#) pour accéder aux projets d'arrêtés.

Ouest-France, 09.03.2012

"Femme fatale, femme Rafale": les journalistes brésiliens sous le charme?



Lu (ou plutôt: aperçu) sur le site brésilien www.aero.jor.br, [cet article](#) joliment intitulé "Femme fatale, femme Rafale". Article que mes rudiments de portugais ne m'ont guère permis d'apprécier à sa juste valeur. J'ai tout de même compris que mes collègues brésiliens revenaient sur l'histoire de Claire Mérouze, première femme à être bientôt lâché sur *Rafale*, et s'émerveillaient que les effectifs de l'AA française comprennent 22% de femmes.

Perfide, un collègue américain a demandé si c'était comme ça que la France tentait de remporter le contrat brésilien qui oppose avions US et avions français. Jaloux, va!

Washington : un élu US accuse Hamid Karzai de détournements de fonds

Publié le 10.03.2012, 21h18 | Mise à jour : 22h21



Le président d'une sous-commission du Congrès américain a demandé aux autorités d'enquêter sur «le montant des fonds publics volés et détournés» dont aurait bénéficié le président afghan Hamid Karzaï et sa famille. | **Shah Marai**

Le [président](#) d'une sous-commission du Congrès américain a demandé aux autorités d'enquêter sur «le montant des fonds publics volés et détournés» dont aurait bénéficié [le président afghan Hamid Karzaï](#) et sa famille, selon une lettre publiée sur le site de cet élu.

Dana Rohrabacher, représentant républicain de Californie et président de la sous-commission des Affaires étrangères consacrée aux enquêtes à la Chambre basse du Congrès, souligne dans cette lettre «l'urgence d'établir le montant de l'aide américaine étrangère destinée à l'Afghanistan qui est allé à la famille Karzaï».

2,5 milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan en 2012/2013

L'élu américain demande à la Cour des comptes américaines (GAO) d'ouvrir une [enquête](#) et de fournir un rapport au Congrès «sur le montant [des fonds des contribuables américains qui ont été dérobés, détournés ou mal octroyés](#) et qui ont profité au président afghan Hamid Karzaï et à sa famille». Il souligne l'importance de telles informations au moment où le Congrès étudie la proposition de budget 2013, soumise en février par le président [Barack Obama](#), qui prévoit 2,5 milliards de dollars pour [l'aide à l'Afghanistan](#) en 2012/2013.

«L'argent des contribuables américains doit cesser d'être détourné et mal utilisé par le dirigeant d'un pays que le peuple américain essaye d'aider», poursuit la lettre.

Des accusations de corruption révélées par Wikileaks

«Un grand nombre d'accusations de corruption concernant le président Karzaï et sa famille ont été rapportées par la presse et des fuites de [dépêches \(diplomatiques, ndlr\) révélées par Wikileaks](#)», souligne Dana Rohrabacher. «Il est temps de savoir avec certitude et officiellement quelle est l'ampleur de la malhonnêteté du gouvernement à Kaboul et le montant des sommes d'argent que nous avons gaspillées», insiste-t-il.

Le représentant de Californie mentionne également des informations selon lesquelles le frère du président afghan, Mahmoud Karzaï, aurait obtenu des prêts sans intérêt pour acquérir une participation dans le capital de la Kabul Bank. Cette institution est au coeur de scandales financiers et de corruption politique portant sur le détournement de fonds octroyés par les Etats-Unis ou d'autres pays de la coalition. Dana Rohrabacher cite en outre un article paru le 8 mars dans le New York Times selon lequel l'acquisition de cette banque par le gouvernement afghan aurait été principalement payée par les fonds des donateurs occidentaux.

Ouest-France, 12.03.2012

6 Américains sur 10 estiment que l'Afghanistan ne vaut pas la peine de s'y battre

	----- Worth fighting -----			--- Not worth fighting ---			No opinion
	NET	Strongly	Somewhat	NET	Somewhat	Strongly	
3/10/12	35	17	18	60	16	44	5
6/5/11	43	23	20	54	15	40	3
3/13/11	31	17	14	64	16	49	5
12/12/10	34	18	16	60	18	43	5
7/11/10	43	24	19	53	15	38	4
6/6/10	44	26	18	53	13	41	3
4/25/10	45	26	19	52	15	38	3
12/13/09	52	33	19	44	10	35	4
11/15/09	44	30	14	52	14	38	4
10/18/09*	47	28	19	49	13	36	4
9/12/09	46	28	18	51	14	37	3
8/17/09	47	31	15	51	10	41	3
7/18/09	51	34	18	45	11	34	4
3/29/09	56	37	19	41	12	28	4
2/22/09	50	34	17	47	9	37	3
12/14/08	55	NA	NA	39	NA	NA	5
7/13/08	51			45			4
2/25/07	56	"	"	41	"	"	3

Soixante pour cent des Américains estiment que la guerre en Afghanistan n'en vaut pas la peine ("not worth fighting") et à peu près le même pourcentage est partisan d'un retrait prématuré des troupes américaines de ce pays, selon un [sondage réalisé pour la télévision ABC News et le Washington Post](#). Ils étaient 41% à penser, en 2007, que cette guerre n'en valait pas la peine.

Le sondage révèle que le nombre des sceptiques est pratiquement le double des 35 % de ceux qui estiment que l'effort de guerre effectué depuis dix ans a justifié la dépense et les pertes humaines.

54% des personnes interrogées sont favorables au retrait des troupes américaines d'Afghanistan même si l'armée afghane n'est pas encore prête pour prendre la relève. Cette opinion est représentée chez six sympathisants démocrates et indépendants sur dix contre 4 sur 10 chez ceux du parti républicain.

Enfin, seulement 30% des Américains croient que la majorité des Afghans souscrivent à l'actuelle stratégie américaine dans leur pays.

Les USA chargent Moscou de prévenir l'Iran de sa dernière chance d'éviter la guerre

OpexNews, Mercredi 14 mars 2012



Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a été chargé par son homologue américaine Hillary Clinton d'informer l'Iran que les pourparlers avec les grandes puissances prévus en avril étaient la dernière chance de Téhéran d'éviter la guerre, écrit mercredi le quotidien *Kommersant*. Le journal cite un diplomate russe haut placé, s'exprimant sous couvert d'anonymat. La secrétaire d'Etat américaine et M. Lavrov se sont entretenus lundi à New York, après une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le commandant suprême des forces alliées en Europe victime d'un faux profil Facebook

Zone Militaire, 13 mars 2012 – 16:11

L'an passé, Zone Militaire avait évoqué [l'existence d'un faux compte](#) ouvert au nom de l'amiral Edouard Guillaud, le chef d'état-major des armées (CEMA), sur le réseau social Facebook.

Depuis, la fausse page a semble-t-il été supprimée. Mais à l'époque, l'on ne pouvait que faire des hypothèses sur les motivations de l'auteur de cette usurpation d'identité. Volonté de nuire à

l'image du CEMA? Manipulation en vue d'obtenir des renseignements, sachant qu'un profil au nom de l'amiral Guillaud était susceptible d'attirer des militaires?

La réponse à ces questions a sans doute été donnée par l'affaire qui concerne l'amiral américain James Stavridis, le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Cet officier, par ailleurs très au fait des opportunités offertes par le Web 2.0, dispose déjà [d'un compte sur Facebook](#). Ce qui n'a pas empêché certains de créer une fausse page à son nom sur ce réseau social.

Ainsi, des responsables militaires de pays membres de l'Alliance atlantique sont tombés dans le panneau en acceptant les requêtes envoyées par le faux amiral Stavridis, et pire encore, en donnant des informations. D'après un communiqué de l'Otan, aucun renseignement militaire sensible n'a cependant été révélé aux administrateurs de la fausse page.

Mais ces derniers ont pu, semble-t-il, récupérer des coordonnées personnelles et des photographies familiales. Cela n'a l'air de rien, à première vue, car effectivement, aucun secret militaire n'a été livré. Seulement, les renseignements ainsi obtenus permettent de connaître l'état d'esprit, la situation familiale, voire les croyances, des officiers ainsi piégés. Et le fait d'avoir leur adresse de courrier électronique peut permettre de leur envoyer des messages piégés, contenant des logiciels espions.

Reste à voir qui est derrière tout ça... Selon la presse britannique, des responsables militaires et des diplomates ont confié que des « éléments de preuves » tendraient à montrer que cette manipulation serait l'oeuvre d'individus « soutenus par la Chine ». Ce que n'a pas officiellement confirmé l'Otan. L'an passé, une opération du même type, appelée « Night Dragon », attribuée à des pirates chinois, avait ciblé des cadres d'entreprises stratégiques.

Cela étant, cette pratique qui consiste à usurper l'identité de responsables militaires ou de dirigeants de groupes ayant des activités sensibles est devenue monnaie courante. Aussi, l'Otan est régulièrement en contact avec les administrateurs de Facebook pour effacer, dans un délai de 24 heures, les fausses pages créées afin d'induire en erreur les internautes

Ouest-France, 16.03.2012

A vendre: 12 000 tonnes d'avions militaires US bons pour la casse



27 millions de livres (US pounds) de ferraille! soit 12 400 tonnes, sont à vendre aux Etats-Unis. Il faut faire une offre d'ici au 23 mars. Avis aux ferrailleurs!

Ce monceau de ferraille a actuellement la forme de F-15, F-111, F-4, C-5 et autres appareils des forces aériennes US. Du matériel déclassé qui rouille sur la base de Davis-Monthan, près de

Tuscon. C'est d'ailleurs là, sur cette *Air Force Base* que le conditionnement doit avoir lieu avant la destruction des appareils qui est imposée dans un rayon de 50 km autour de la base où sont stockés plus de 4 000 appareils. Détails à consulter sur www.govliquidation.com.

Surplus de MRAP: que faire de la plus récente icône des champs de bataille?



Quel avenir pour les quelque 28 000 MRAP américains (*mine resistant armour protected*) d'Irak et d'Afghanistan, une fois que les opérations seront terminées et que les forces expéditionnaires se seront retirées de ces théâtres? C'est Marjorie Center du *Washington Post* qui pose la question (cliquer [ici](#) pour lire son article du 7 mars).

Depuis 2002, l'US Army et l'USMC ont acheté des milliers de MRAP à une demi-douzaine de constructeurs: Oshkosh (*M-ATV*), Force Protection (*Buffalo* et *Cougar*), PVI, Navistar (*MaxxPro*), Textron, BAE (*RG-31*)... Chaque type a été produit dans plusieurs versions pour répondre aux besoins des différentes unités ou remplir différentes missions.

Reliques? Les MRAP sont-ils voués à devenir des reliques? C'est ce que pensent certains dirigeants US qui anticipent que leur pays ne s'engagera pas de si tôt sur des théâtres où ce type de véhicules sera nécessaire et adapté. Jugement un peu hâtif parce que l'instabilité chronique et l'impérialisme latent de Washington pourraient bien obliger les forces US à se redéployer sur des terrains où les MRAP seront mieux adaptés que des blindés chenillés.



Surplus? Une fois les commandes en cours terminées, le Pentagone va se retrouver avec un parc conséquent. Et coûteux. Le prix d'achat est une chose; l'entretien en est une autre. Actuellement, l'entretien courant d'un MRAP est estimé à 10 000-20 000 \$/an. Et

puis il y a la remise en condition... Navistar a décroché l'an dernier un contrat de 133,7 millions de dollars pour l'entretien. ManTech a fait mieux, avec un contrat de dix mois et d'une valeur de 507 millions de dollars pour la remise en condition des MRAP abîmés (euphémisme).

Seconde vie? Stocker les MRAP? Oui mais pas tous. Les transférer à d'autres agences fédérales comme le Border Patrol, le DHS ou des forces de police locales qui pourraient les utiliser pour du maintien de l'ordre? Pourquoi pas... Les vendre à l'étranger? Bonne idée; l'Onu pourrait en acheter pour ses casques bleus dont les *Casspir* sud-af comment à avoir de l'âge. Le génie français pourrait aussi (sacrilège!) en profiter pour augmenter son (tout petit) stock de *Buffalo* et gonfler notre parc de MRAP réduit à 15 *Aravis* et une poignée de *Buffalos*.

Dernier combat pour l'USS Enterprise

Le premier porte-avions nucléaire américain a quitté Norfolk le 11 mars pour une ultime croisière opérationnelle.

Air & Cosmos, Le 12/03/2012 à 15:21

C'est un appareillage pas tout à fait comme les autres: le 11 mars, le porte-avions USS Enterprise (CVN 65) quittait la base navale américaine de Norfolk pour son ultime déploiement opérationnel. Direction l'Océan Indien, zone de responsabilité de la 5ème flotte, où le vénérable bâtiment catapultera son groupe aérien embarqué vers l'Afghanistan, en soutien à l'opération Enduring Freedom.

L'Enterprise, qui partait hier pour sa 22ème croisière opérationnelle, avait été admis en service actif le 25 novembre 1961. Initialement prévu en 2015, son retrait du service avait été avancé à 2013 au titre du budget 2010. Lorsqu'il quittera l'US Navy à la fin de l'année, le porte-avions aura servi pendant 50 ans sous les couleurs américaines...

En un demi-siècle de carrière, l'USS Enterprise aura vu plusieurs générations de jets se succéder sur son pont d'envol : F-4 Phantom II, RA-5C Vigilante, A-6 Intruder et A-7 Corsair II pendant la guerre du Vietnam puis, à partir de 1974, le mythique F-14 Tomcat. Ce sera ensuite l'ère du F/A-18 Hornet, qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Tant et si bien qu'en quittant Norfolk hier, l'USS Enterprise n'emportait plus à son bord que des variantes du frelon de Boeing. Celui-ci s'étant imposé, avec l'arrivée des Super Hornet et Growler, comme l'unique type d'avion de combat embarqué dans l'US Navy. Certains occupants de son pont d'envol n'ont cependant pas changé : c'est le cas du E-2 Hawkeye, qui débarqua sur l'Enterprise... en 1964.

En traversant la guerre froide, le bâtiment - surnommé "Big E" - aura également répondu présent pendant les périodes les plus troubles de l'histoire des Etats-Unis : crise des missiles de Cuba, en 1962, guerre du Vietnam de 1965 à 1973, opération "Eldorado Canyon" contre la Libye en 1986, Bosnie, Afghanistan, Irak... La liste est longue.

Premier porte-avions à propulsion nucléaire jamais mis en service, l'Enterprise fit aussi partie du premier groupe aéronaval nucléaire mis en oeuvre par l'US Navy. Au côté des croiseurs USS Bainbridge et USS Long Beach (photo), le porte-avions participa à l'été 1964 à l'opération "Sea

Orbit", au cours de laquelle les trois navires firent le tour du monde sans ravitaillement en seulement 65 jours.



GS

La marine US double sa capacité anti-mines dans le Golfe persique

OPEXNEWS ; Vendredi 16 mars 2012

La marine américaine double le nombre de navires et d'hélicoptères de lutte contre les mines basés dans le Golfe afin de répondre à une éventuelle action de l'Iran visant à bloquer le détroit d'Ormuz, a déclaré jeudi le patron de l'US Navy, l'amiral Jonathan Greenert. "Nous envoyons quatre chasseurs de mines de plus sur le théâtre (d'opérations, ndlr). Ca en fera huit", a déclaré l'amiral Greenert devant les sénateurs de la commission de la Défense. Le chef militaire de la marine a également indiqué que des hélicoptères de lutte anti-mines supplémentaires étaient également dépêchés, portant à huit leur nombre dans la région. Les hélicoptères MH-53 Sea Dragon sont équipés de sonar capables de détecter les mines.

Ouest-France, 13.03.2012

Des opérations clandestines des SAS australiens en Afrique?



Selon des confrères du *Sydney Morning Herald* (cliquer [ici](#) pour lire l'article publié ce mardi matin), des membres du SAS 4 Squadron opèrent clandestinement en Afrique (Zimbabwe, Nigeria, Kenya...) dans le cadre de la lutte anti-terroriste.

Cette unité est basée à Victoria, sur Swan Island, près de Port Philip Bay, dans un quartier hautement protégé et encore plus

discret. Elle aurait été créée en 2005 sous le gouvernement de John Howard mais ses missions clandestines de renseignement n'auraient débuté qu'à la fin de l'année 2010.

Selon les auteurs de l'article, le SAS 4 Squadron comprendrait 6 femmes qui auraient été entraînées aux USA.

La Russie ne fournira pas de base militaire à l'OTAN

OPEXNEWS ; Vendredi 16 mars 2012

MOSCOU, 15 mars (Xinhua) -- La Russie ne fournira à l'OTAN aucune installation susceptible d'être utilisée comme base lors du retrait de la force internationale d'Afghanistan, a déclaré jeudi le ministère des Affaires étrangères.

Selon le porte-parole du ministère Alexandre Loukachevitch, l'OTAN a demandé à Moscou en mai 2011 d'envisager la possibilité d'un transit terrestre, ferroviaire et aérien de matériel de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) sur le territoire russe.

Moscou a proposé que l'aéroport de Vostochny dans la ville d'Oulianovsk dans le centre de la Russie soit utilisée comme point d'escale pour les troupes internationales, mais aucun personnel de l'OTAN ne pourrait y être déployé, a souligné M. Loukachevitch.

"Ce n'est pas la question d'une base militaire. Des sites exclusivement civils, comme des entrepôts de stockage temporaire, pourraient être utilisés dans ce transit éventuel. Il n'est pas prévu de déployer un personnel de l'OTAN", a déclaré le diplomate.

Il a ajouté que la Russie portait principalement attention à la mise en place de moyens de contrôle douanier de l'équipement de l'ISAF, pour éviter que ce transit ne puisse être détourné à des fins de trafic de drogue.

La Russie arrête la production des missiles sol-air S-300 (armée)

17:24 14/03/2012, **MOSCOU, 14 mars - RIA Novosti**

La Russie arrête la production des missiles sol-air S-300, a annoncé mercredi à Moscou le chef d'Etat-major général de l'Armée de l'air russe Victor Bondarev.

"Nous produirons désormais seulement les missiles S-400, les S-300 sont déjà obsolètes", a indiqué le général Bondarev lors de l'inauguration de l'exposition consacrée au 100e anniversaire de l'Armée de l'air russe.

La Russie a produit jusqu'à présent les S-300 destinés à l'exportation, mais elle n'accepte déjà plus les commandes de l'étranger de ces missiles, a-t-il récemment indiqué dans une interview à RIA Novosti.

Le ministère russe de la Défense n'a pas encore confirmé cet arrêt de la production des missiles S-300.

Les missiles S-300 sont destinés à protéger les grands sites industriels et civils, les bases militaires et les postes de commandement contre une attaque aérospatiale.

Le système S-400 est capable de remplir les fonctions de trois systèmes de type S-300. Les S-400 Triumph sont capables d'abattre tous les types de cibles volantes - avions, drones et missiles de croisière - dans un rayon de 400 km et à une altitude de 30 km. Ils sont très efficaces dans la

lutte contre les cibles furtives, les petits missiles de croisière et les missiles balistiques dont la portée est inférieure à 3.500 km et la vitesse de vol ne dépasse pas les 4,8 km/sec. Les missiles S-400 peuvent accomplir des missions de défense antimissile non-stratégique. Ils peuvent être déployés en 5 à 10 minutes.

A présent, l'armée russe compte deux régiments équipés de missiles S-400 qui sont déployés à Dmitrov et à Elektrostal, dans la région de Moscou. Le troisième régiment de S-400 est en voie de formation pour la flotte russe de la Baltique. Trois divisions de missiles S-400 viendront compléter les forces armées russes en 2012

Missiles S-400: trois batteries livrées à l'armée russe en 2012



Missiles S-400: trois batteries livrées à l'armée russe en 2012

© RIA Novosti. Artiom Zhitenev, 13:13 14/03/2012, **MOSCOU, 14 mars** -

Missiles sol-air S-400 (Triumph)

Désignation	Désignation	Caractéristiques techniques
Code armée - S-400	Destiné à détruire les cibles aériennes de tous types (avions, drones, missiles de croisière, etc.) dans un rayon de 400 km et à une altitude de 30 km	Portée: 0 à 240 km
Code CCN - 5A-21 Gravel		Altitude balistique: 0 à 60 km
		Altitude de l'équipage de la cible: 30 km
		Vitesse maximale des cibles: 4800 m/sec
		Temps de déploiement: 5 à 10 min
		Nombre de missiles par batterie: 48 (24 au/2400)

Spécifications de la batterie	
• Poste de commandement	
• Plusieurs radars différents	
• Quatre systèmes de tir comprenant chacun 12 temps de lancement	
• Missiles sol-air guidés de types nouveaux, dérivés, 40N62, 40N60 et un missile à très longue portée 40N60	
• Poste de maintenance	

Missile 40N62	
Charge - ogive à fragmentation	120 kg
Longueur - 24 kg	
Portée	30 km
Altitude de l'équipage	30 km
Préparation au tir	6 sec 40 maximum
Quatre de site	15 sec
Masse	420 kg

Performances	
• Deux fois plus efficace que les missiles de génération précédente	
• Le seul système capable d'utiliser cinq types de missiles	
• Fonctionnement entièrement automatique: de la détection des cibles à l'évaluation des résultats de tir	
• Meilleure sol-air de génération, la puissance cinématique et la capacité de combat	

Trois batteries de systèmes antiaériens S-400 Triumph seront livrées à l'armée russe avant 2013, a annoncé mercredi à RIA Novosti le chef d'état-major de l'Armée de l'air Viktor Bondarev. "Une batterie de missiles sera envoyée à Nakhodka (Extrême-Orient), la deuxième dans la région de Moscou et une autre sera remise à Voronej (sud-est de la Russie). L'équipement militaire sera livré avant la fin de l'année en cours", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

Missiles sol-air S-400 (Triumph)

Les missiles S-400 seront à terme capables de détruire les cibles aériennes de tous types dans un rayon de 400 kilomètres. Pour le moment, les S-400 les plus puissants sont en mesure de frapper des cibles à une distance d'environ 250 km.

A présent, la Russie possède deux régiments de missiles Triumph déployés dans les districts d'Elektrostal et de Dmitrov, dans la région de Moscou.

S-300 pour l'Iran: Moscou ne reprendra pas les livraisons



S-300

© RIA Novosti. Dmitry Korobeinikov, 14:13 13/03/2012, **MOSCOU, 13 mars -**

La Russie n'envisage pas de relancer les livraisons de [systèmes sol-air russes S-300](#) à l'Iran, a annoncé mardi aux journalistes le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov.

"Les restrictions imposées par le Conseil de sécurité de l'Onu seront pleinement respectées", a indiqué le responsable.

M.Antonov a fait remarquer que conformément à la résolution 1929 du Conseil de sécurité, le président russe Dmitri Medvedev avait introduit plusieurs limitations sur la coopération militaro-technique avec Téhéran.

"Je vous assure que nous suivons scrupuleusement ces limitations et que la Russie ne viole pas les restrictions prévues par les sanctions (à l'encontre de l'Iran)", a ajouté le vice-ministre.

Le tir d'essai suivant est prévu pour le 14 mars.

Les missiles K-15 devront équiper les sous-marins Arihant qui doteront la Marine indienne cette année.

L'Arihant est un premier sous-marin indien construit avec l'assistance technique de spécialistes de l'Union soviétique et de la Russie. Au total, l'Inde entend équiper sa Marine de cinq sous-marins nucléaires. Les Arihant seront dotés de 12 missiles K-15.

Le Kirghizstan ne veut plus d'activités militaires américaines sur son territoire à partir de 2014

Zone Militaire, 14 mars 2012 – 15:44

En 2001, dans le cadre de leur intervention militaire en Afghanistan afin de chasser le mouvement taleb du pouvoir à Kaboul, les Etats-Unis ont installé une base aérienne à Manas, au Kirghizstan.

Très vite, cette base est devenue d'une importance capitale pour ravitailler les troupes de l'Otan engagées en Afghanistan., d'autant plus que les routes également empruntées au Pakistan sont loin d'être sûres.

Seulement, au cours de ces dernières années, et en fonction des soubresauts politiques à Bichkek, l'existence de cette base a été menacée à plusieurs reprises. Et à chaque fois, Washington a sorti le carnet de chèques pour convaincre les autorités kirghizes à maintenir cette facilité. Actuellement, ces dernières reçoivent une redevance annuelle de 60 millions d'euros, versée par les Etats-Unis. Etant donné sa situation économique, le Kirghizstan pouvait difficilement refuser une telle somme.

Mais, Bichkek a de nouveau fait part de son intention de ne plus permettre aux militaires américains d'utiliser cette base à partir de 2014, c'est à dire au terme du précédent accord conclu avec Washington.

Il faut dire que la Russie voit d'un très mauvais oeil la présence militaire américaine au Kirghizstan, pays où d'ailleurs elle dispose également d'une base. Et le président Kirghiz, Amazbek Atambaïev, est le partisan d'un rapprochement de son pays avec Moscou. « Nous n'avons pas d'autre choix que de resserrer nos liens, car le Kirghizstan et la Russie sont historiquement liés. Qui que soit à la tête de la Russie, nos pays continueront de renforcer leurs relations bilatérales », a-t-il déclaré, le 25 février dernier.

L'un des arguments avancés pour justifier la nécessité du départ de l'armée américaine de Manas est le risque que cette base soit utilisée dans le cadre d'une opération militaire contre les sites nucléaires iraniens. « On ne peut pas exclure que cette infrastructure puisse être utilisée dans l'éventualité d'un conflit avec l'Iran » a d'ailleurs affirmé Alexandre Loukachevitch, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Le 13 mars, à l'occasion de la venue du secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, au Kirghizstan, Bichkek a réitéré son intention de fermer la base mise à la disposition de l'US Air Force.

« Le centre de transit de Manas, en accord avec la position des autorités du Kirghizstan, doit devenir un aéroport civil » a ainsi affirmé Boussourmankoul Tabaldiev, le secrétaire du conseil de sécurité kirghiz.

« Le Kirghizstan est prêt après 2014 à transporter des chargements non militaires vers l'Afghanistan. Mais dans l'aéroport de Manas, il ne doit y avoir aucun chargement militaire, ni de soldats » a-t-il toutefois ajouté.

Et cette position n'arrange pas les Etats-Unis, qui souhaiteraient pouvoir utiliser cette base dans le « long terme », alors que, théoriquement, la fin de la mission de l'Otan en Afghanistan doit prendre fin en 2014. Mais au-delà de ça, Washington voudrait sans doute avoir un oeil sur ce qu'il se passe dans la vallée de Ferghana, qui est une zone de non-droit où se sont installés des groupes mafieux et des organisations terroristes, comme le Mouvement islamique d'Oubekistan (MOI) et le Hizb ut-Tharir. Mais aussi sur l'Iran...

En attendant, la base de Manas va conserver son importance dans les prochains mois, avec le retrait des troupes engagées en Afghanistan. Ce sont des dizaines de milliers de soldats et des centaines de tonnes d'équipements qui y transitent chaque mois. Elle accueille également des avions ravitailleurs KC-135 de l'US Air Force. Ces derniers ont assuré, en 2011, pas moins de 4.786 missions de ravitaillement au profit des appareils de la coalition internationale à l'oeuvre en Afghanistan.

Faut-il s'inquiéter de l'expansion du budget militaire chinois ?

2 mars

Par Edouard Pflimlin, chercheur associé à l'IRIS

Le budget de la défense chinois devrait doubler d'ici à 2015, a indiqué récemment le groupe de recherche IHS qui édite la revue Jane's Defence Weekly. De 119,8 milliards de dollars l'an dernier, il atteindrait les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75%. Et les dépenses actuelles sont probablement sous estimées : selon de nombreux experts le budget chinois pourrait être au moins deux fois supérieur. En 2015, les dépenses chinoises dépasseront ainsi les budgets combinés des douze autres plus grandes puissances de l'Asie-Pacifique et elles seront alors quatre fois supérieures à celles du Japon.



La Chine modernise son armée à marche forcée. Pékin affirme vouloir rattraper un retard de 20 à 30 ans. On attend une augmentation des investissements dans plusieurs grands programmes d'équipement chinois, y compris le développement d'avions de combat tels que le Chengdu J-10B, ou l'avion plus furtif J-20, dévoilé il y a un an, qui a une ressemblance avec l'avion de combat furtif américain F-22. Les missiles, en particulier anti-porte-avions à longue portée, seront aussi privilégiés. Par ailleurs,

Pékin devrait continuer à améliorer ses capacités spatiales.

En matière navale, Pékin modernise à grande vitesse sa marine. Elle va se doter de porte-avions. Au moins un, l'ex-Varyag, un porte-avions ukrainien inachevé racheté en 1998, est en cours de reconstruction. Un deuxième navire de ce type, entièrement conçu en Chine, pourrait être mis en service d'ici 2015.

Certains en viennent à parler d'un déclin américain et d'une menace sur la suprématie de la première puissance mondiale dans le Pacifique Ouest. Ce déclin est relatif. Le budget chinois devrait être trois fois inférieur à celui des Etats-Unis en 2015 selon l'IHS malgré les coupes dans celui du Pentagone.

Si l'on s'attache à la marine, priorité de la défense chinoise avec l'aviation, la comparaison avec l'US Navy est peu flatteuse. En nombre de navires de combat, la marine américaine égale le niveau des flottes chinoise et russe réunies, soit respectivement 203 bateaux contre 205. Ses 11 porte-avions et ses 10 porte-aéronefs représentent le niveau de neuf puissances et ils utilisent 980 avions. Pour l'instant la Chine n'oppose rien en la matière et il faudra de nombreuses années pour constituer des groupes navals pouvant rivaliser avec l'US Navy.

Quant à l'aviation, les forces chinoises ne se sont encore que partiellement modernisées. Deux tiers des 1600 avions déployés par celles-ci sont toujours basés sur les vieux Mig-19 et Mig-21 des années 1950-1960, et moins d'un quart de ses avions de combat est de quatrième génération.

Xi Jinping et la défense chinoise

Le futur numéro un chinois et actuel vice-président chinois, Xi Jinping va-t-il changer la donne ? C'est peu probable car il a tout intérêt à jouer sur la fibre nationaliste – la puissance militaire en est un aspect - pour s'assurer de précieux soutiens au XVIII^e congrès du Parti communiste à l'automne 2012. Reçu avec les honneurs aux Etats-Unis, Xi Jinping n'a pu masquer les différends entre les deux premières puissances mondiales.

Si, Xi Jinping a multiplié les appels à la coopération, il aussi rappelé l'irritation de la Chine face aux ventes d'armes américaines à Taïwan. Celui qui est aussi vice-président de la Commission militaire centrale contrôlant l'armée chinoise a mis en garde les Etats-Unis contre un accroissement trop brutal de leurs ressources militaires en Asie. La nouvelle doctrine stratégique américaine est clairement orientée vers cette zone. « Nous renforcerons notre présence en Asie-Pacifique », a déclaré M. Obama en janvier, « et les réductions budgétaires ne viendront pas au détriment d'une région capitale ». On en observe déjà les effets avec un renforcement de la présence militaire américaine, notamment avec l'implantation d'une base dans le Nord de l'Australie, mais aussi dans les îles stratégiques américaines comme Guam.

Ce renforcement inquiète Pékin qui craint l'encerclement. Dans un discours aux Etats-Unis, M. Xi a indiqué que les deux nations « *doivent chacune respecter les "intérêts fondamentaux" de l'autre tout en travaillant à renforcer la confiance et la coopération sur une série de questions* ». Il vise ainsi à souligner l'existence d'une ligne que les États-Unis ne devraient pas franchir dans les discussions avec la Chine, notamment la question de l'indépendance de Taïwan et du Tibet.

En mars 2010, signe de son inflexibilité, elle aurait même fait savoir à de hauts responsables américains qu'elle considérerait la mer de Chine méridionale comme une question d'intérêt national, au même titre que Taïwan ou le Tibet.

Cette région est vitale. C'est parce que la Chine a d'importants différends territoriaux maritimes - îles Paracels et Archipel des Spratly (Nansha en chinois) - avec ses voisins. Pour des raisons historiques et stratégiques, et aussi parce qu'une grande partie de son commerce passe par cette zone. Il y a déjà eu plusieurs incidents graves par exemple entre la Chine et le Vietnam. Plus au

nord, d'autres zones sont aussi l'objet de différends. En septembre 2010 un incident dans les îles Senkaku (Diaoyu en chinois), en mer de Chine orientale, a conduit à de vives tensions entre Pékin et Tokyo alors même que les pays sont devenus les principaux partenaires commerciaux respectifs. L'interdépendance économique ne signifie pas l'absence de conflits.

Cet « expansionnisme » chinois a d'ailleurs conduit Vietnam à se rapprocher militairement des Etats-Unis. Les Philippines ou encore de Singapour vont dans le même sens. Par ailleurs l'Alliance entre les Etats-Unis et la Corée du Sud ou celle entre les Etats-Unis et le Japon se renforce comme le montrent les exercices navals périodiques.

Dans ce contexte, la Chine communiste a tout intérêt au maintien de la stabilité politique en Corée du Nord afin de disposer d'un état tampon face à la présence américaine. Les dirigeants s'efforcent de garantir la stabilité dans la période d'installation dans le pouvoir de Kim Jong-un afin d'éviter des incidents comme en 2010 avec la Corée du Sud. Mais rien ne garantit que le nouveau dirigeant lancera de nouvelles provocations (tirs de missiles, bombardements, voire essais nucléaires) pour asseoir son pouvoir et obtenir des concessions des occidentaux.

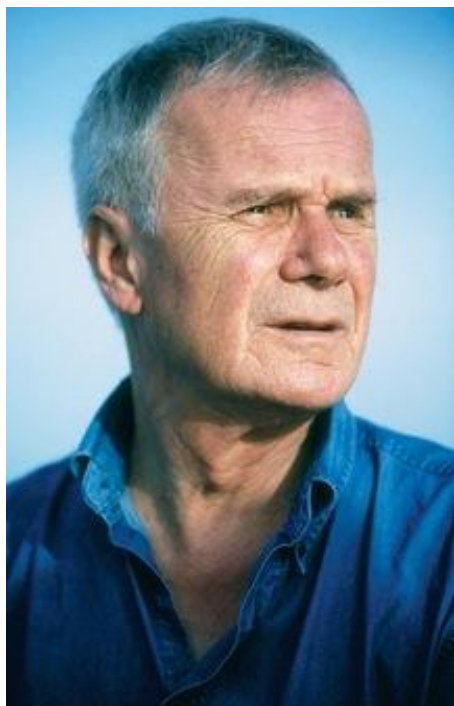
Les facteurs de tensions en Asie de l'Est, de la Péninsule coréenne au Sud de la Mer de Chine, ne sont donc pas près de s'éteindre. Le budget chinois en expansion, avec les équipements militaires qui en sont la conséquence, ne peut que les aggraver, surtout là où la disproportion des forces peut entraîner des pressions chinoises... ■

Pierre Schoendoerffer est parti pour "Là-haut"

L'auteur et réalisateur du "Crabe-Tambour" est mort à l'âge de 83 ans.

On apprend la mort de Pierre Schoendoerffer, à l'âge de 83 ans, à l'hôpital militaire de Percy. On le savait, depuis quelques jours, gravement malade.

Cinéaste et romancier, Pierre Schoendoerffer (1) est le témoin d'une époque, celle de la fin des guerres coloniales. Ses oeuvres ont profondément marqué l'imaginaire de toute une génération, au risque de la diviser entre les inconditionnels de la 317 ème section et ceux du Crabe-tambour. On se gardera d'oublier son oeuvre de journaliste de télévision, absolument remarquable, comme en témoigne "la section Anderson". Un livre vient de paraître, qui lui est entièrement consacré, [sous la plume de Bénédicte Chéron](#) (CNRS-Editions).



Voici le portrait de lui que j'avais publié en 2004, dans [Libération](#) à l'occasion de la sortie de son dernier film, "Là-haut".

"Pierre Schoendoerffer n'est jamais revenu de Dien Bien Phu. Un demi-siècle après la bataille, l'auteur de la 317e Section et du Crabe Tambour n'aimera pas cette phrase. S'il la lit, il la trouvera irrespectueuse, non pour lui-même certes, mais pour tous les soldats français morts dans la cuvette et les camps vietminh. Et dont, lui, le caporal-chef cameraman a réchappé. Pourtant, il n'est jamais rentré d'Indo. Ses romans, ses films, ses

documentaires, son univers le retiennent quelque part dans la boue entre les points d'appui «Eliane» et «Béatrice». Il avait alors 26 ans.

A 76 ans, il sort son dernier film, Là-haut. Encore une histoire où il est question de soldat, d'honneur et d'Indochine. Un film en forme de testament, «qui boucle la boucle», dit-il, et qui ne convaincra que les aficionados. C'est une histoire qui ressemble aux livres de Jean Lartéguy que d'ailleurs plus personne ne lit. Les fidèles iront voir Là-haut par nostalgie, les autres préféreront Monica Bellucci et Vincent Cassel en Agents secrets. Un film de Frédéric, fils de Pierre.

Pierre, fils de Georges. Le protestant Schoendoerffer aimera peut-être ces mots, car ils pourraient lui rappeler les longues généalogies de la Bible. Sa famille compte dans ses rangs des pasteurs, des musiciens, des architectes. Ce sont des protestants d'Alsace qui ont quitté leur province en 1871 pour ne pas devenir allemands. De la graine de solides patriotes. Ses parents se rencontrent en 1919 à Strasbourg, lors de la cérémonie marquant le retour de l'Alsace à la France. «ça oblige», note-t-il sobrement. Au hasard de la carrière d'ingénieur de son père, Pierre naît dans le Puy-de-Dôme, à Chamalières. Il aura une enfance itinérante, avec comme point de repère la maison familiale au pied du col de la Schlucht. Beaucoup de difficultés scolaires. «J'étais lent et attardé. Dyslexique, en réalité. Je n'ai toujours aucune orthographe, ce qui fait que je renâcle à écrire la moindre lettre», confesse-t-il.

Pensionnaire au lycée technique d'Annecy pendant la guerre, il lit Fortune carrée de Joseph Kessel. Le livre le sort de sa déprime, en lui indiquant le chemin de «la vraie vie». Tout à son rêve de devenir marin, lui qui n'a jamais vu la mer, il embarque sur un chalutier à voile. Après guerre, il réussit ensuite à se faire embaucher comme matelot sur un cargo suédois et fait du cabotage dans la Baltique et la mer du Nord. «Un soir, je rêvassais à la barre. Je me suis dit que j'avais envie de raconter des histoires. Vu mon niveau scolaire, l'écriture était exclue et j'ai décidé de faire du cinéma.» Retour en France : le bachot, le service militaire dans l'infanterie alpine (Schoendoerffer aime préciser ce genre de choses), puis il va se cogner à toutes les portes en essayant d'entrer dans le cinéma. Finalement, l'une d'entre elles s'ouvre : celle du Service cinématographique des armées (SCA). En 1951, il s'engage pour apprendre son métier.

ça a marché. L'homme, qui nous reçoit cinquante-trois plus ans tard dans son appartement des beaux quartiers de Paris, a réussi. Cinéaste et romancier, il crée en double commande. De la même histoire, il écrit un livre puis réalise un film. Cela rythme deux temps de son existence : la solitude de l'écriture puis la bande du cinéma. «Quand je fais un film, je suis capitaine», avoue l'ancien matelot. Tout a commencé avec la 317e Section, un récit à hauteur de fantassins au Laos. Ses acteurs fétiches, Jacques Perrin et Bruno Cremer, sont déjà là. Le Nouvel Obs' parle alors de «chef-d'œuvre». Schoendoerffer récidive avec le Crabe Tambour, une histoire de marins digne de Conrad ou de Kipling. On se souvient de l'escorte Jauréguiberry filmé dans la tempête par Raoul Coutard le chef op' de la Nouvelle vague.

Le Crabe tambour est inspiré d'un personnage réel, Pierre Guillaume. Cet officier de marine prit part au putsch des généraux en 1961 et finira sa vie comme chroniqueur à Radio Courtoisie. Les soldats perdus des guerres coloniales font fantasmer l'extrême droite. Celle-ci n'a eu de cesse de récupérer le réalisateur de l'Honneur d'un capitaine. «Ils essaient de me mettre sur le dos un sac qui n'est pas le mien», dit-il. Schoendoerffer n'est pas d'extrême droite. De droite, sans l'ombre d'un doute, même si cela ne l'intéresse guère. A peine reconnaît-il, à propos de l'Algérie, qu'il aimait bien «ces petits drapeaux français flottant sur le djebel». Lecteur de Pascal, ses interrogations sont d'abord spirituelles. Dans son village du Finistère, ce parpaillot va à la messe.



Sans doute à la recherche d'un recteur breton qui ressemblerait à Jacques Dufilho. Schoendoerffer est aujourd'hui un vieux monsieur, toujours un peu timide. Le cheveu en bataille, les mains légèrement tremblantes, il fume ses cigarettes blondes à la chaîne et, s'il boit désormais de la bière sans alcool, c'est sans doute qu'il a jadis beaucoup trop fréquenté les spiritueux. «Pat», son épouse depuis 46 ans, veille soigneusement sur lui. Patricia, fille de

Jean Chauvel, ambassadeur à Londres, sœur de Jean-François Chauvel, le grand reporter des années 60, lui-même père de Patrick, actuel photoreporter. On touche là au troisième univers de Schoendoerffer, le journalisme. Photographe pour Life et Match au Vietnam, puis participant à l'aventure de Cinq colonnes à la une. Pour la télé, Lazareff lui demande de retourner au Vietnam. En 1966, il partage la vie de militaires américains. Ce qui l'intéresse n'est pas de «ramasser une somme d'anecdotes, mais d'accéder au mystère de la condition humaine». Sa méthode : l'imprégnation. Les premiers jours, il tourne sans pellicule, pour laisser le temps aux hommes de s'habituer à sa présence. Il filme les visages, ne réalise aucune interview, rend compte des accrochages comme Fabrice à Waterloo. Le film la Section Anderson est immédiatement diffusé aux Etats-Unis.

Son intégration chez les GI avait été facilitée par son passé d'ancien de l'Indo. Il y était arrivé au printemps 1952, caméra militaire au poing. Le 18 mars 1954, il saute sur Dien Bien Phu pour remplacer un collègue qui vient de perdre une jambe. Il filme la bataille et la chute du camp retranché. Fait prisonnier par les troupes du général Giap, il réchappe de quatre mois de camp, où le cinéaste soviétique Roman Karmen qui reconstitue la bataille pour la propagande communiste demande à rencontrer son homologue de l'armée française. Libéré à l'automne 1954, Schoendoerffer entame un tour du monde. A Hongkong, il fume de l'opium avec... Joseph Kessel. La première boucle était bouclée. La plus grande commençait. Pour Pierre Schoendoerffer, elle s'achèvera Là-haut.

(1) Selon la famille, le nom se prononce «Cheunedeurfère».

Pierre Schoendoerffer en 8 dates

- 1928- Naissance à Chamalières (Puy-de-Dôme).
- 1951- S'engage au Service cinématographique des armées.
- 1954- Saute sur Dien Bien Phu, où il sera fait prisonnier.
- 1963-64- La 317e Section. Le livre, puis le film.
- 1966- La Section Anderson.
- 1976- Le Crabe Tambour. Le livre et le film.
- 1981- Là-haut, le livre.
- 1992- Dien Bien Phu. Le film.

Photo : Pierre Schoendoerffer, vu par [Thomas Goisque](#).

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 14 Mars 2012 à 08:08

RENCONTRE AVEC PIERRE SCHOENDOERFFER

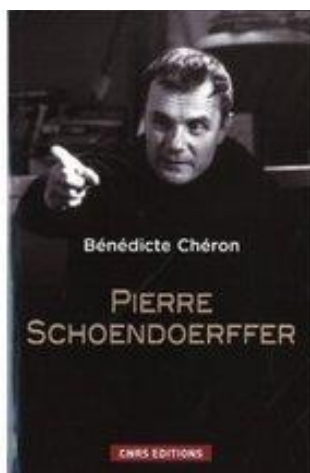


http://www.youtube.com/watch?v=pZGaW-YOxCY&feature=player_embedded

Recontre avec Pierre Schoendoerffer, soldat de l'image. Interview au fort d'Ivry, ecpad (cinéma des armées)/ Extrait du livre DVD "Ils ont filmé la guerre d'Indochine"

"Schoendoerffer a comblé des vides de la mémoire nationale"

Un entretien avec l'historienne Bénédicte Chéron, qui vient de lui consacrer un livre.



La jeune historienne Bénédicte Chéron a publié, fin février, un livre, tiré de sa thèse sur le cinéma de Pierre Schoendoerffer : "Pierre Schoendoerffer", CNRS Editions (292 pages, 27 euros). Chercheuse à l'Irsem, l'institut de recherches stratégiques de l'Ecole militaire, elle a bien voulu répondre à nos questions.

Qui était Schoendoerffer ? Un cinéaste ? Un romancier ? Un reporter ?

Pierre Schoendoerffer est d'abord, me semble-t-il, un aventurier, au sens le plus noble du terme. Adolescent, il avait le goût du grand large, s'est embarqué sur un cargo pour voir le vaste monde. Mais il avait aussi, au fond de lui, ce besoin de créer quelque chose, d'inventer, de raconter, né à la lecture de *Fortune Carrée* de Joseph Kessel, sous l'Occupation. Humble, il ne pouvait s'imaginer écrivain. Il a alors décidé de faire du cinéma et est parti en Indochine, pendant la guerre, comme cameraman des armées. Il a donc été reporter, et a continué dans cette voix quelques années après la fin du conflit indochinois. Puis le cinéma, grâce à Joseph Kessel, l'a rattrapé et happé définitivement. Sa première grande œuvre personnelle est *La 317^e Section* (1964) et c'est grâce à elle qu'il devient aussi écrivain : le scénario ayant été d'abord refusé par le producteur Georges de Beauregard, il en fait un livre, sous le même titre. Pierre Schoendoerffer est donc bien reporter, romancier et cinéaste. Comme il aimait à dire, il était « esclave » quand il était reporter, « roi » lorsqu'il réalisait un film et « Dieu » quand il écrivait un roman : « *Quand on écrit un roman, on est Dieu le Père, parce qu'on crée le destin, on dit : "Celui-là va aimer, celui-là ne pas aimer, ce sera elle qu'il aime"... Vous faites le destin, vous êtes Dieu. Quand vous faites un film, vous êtes roi, parce que le destin est déjà là : il y a un scénario et vous ne pouvez pas vous égarer. Mais vous avez quand même le pouvoir régalien de glorifier certains des personnages et de minimiser d'autres. Et quand vous êtes un documentariste vous êtes un humble esclave qui marche derrière et ramasse les traces qu'ils ont laissées derrière eux. J'aime bien être Dieu, j'aime bien être roi, et j'aime bien être esclave à l'occasion...* » (entretien personnel avec Pierre Schoendoerffer, 26 février 2007). La spécificité de cette œuvre est de créer des aller-retour permanents entre ses reportages, ses films et ses romans : les personnages vont des uns aux autres ; interprétés par des acteurs fidèles (Jacques Perrin, Bruno Crémier...), ils deviennent des héros qui traversent le grand récit « schoendoerfferien ».

Que dit son œuvre de l'histoire récente de notre pays ?

Son œuvre témoigne du chaos d'une période qui demeure un trou béant de la mémoire nationale. La guerre d'Algérie continue d'être une blessure ouverte, un sujet brûlant sur lequel les mémoires écorchées vives ne cessent de revenir et la commémoration, ces jours-ci, des 50 ans des Accords d'Evian témoigne encore de la difficulté à aborder ce sujet paisiblement même si les choses évoluent doucement. La guerre d'Indochine quant à elle est tombée dans les oubliettes de l'histoire, prise en étau entre les traumatismes de la Seconde Guerre mondiale et ceux de la guerre d'Algérie. Pierre Schoendoerffer, lui, tisse un fil, de la Libération en 1945 jusqu'à l'après-décolonisation. Il récapitule une période, une histoire. Il met de la continuité là où il y a eu rupture, il tente de réunir ce qui a été divisé. Il ne prétend pas tout dire, ni faire œuvre d'historien, mais bien témoigner par la fiction et la création, et rendre sa part de reconnaissance à une génération de militaires et de jeunes officiers prise dans le chaos de cette décolonisation, sur les épaules de qui ont pesé des choix politiques tragiques et définitifs. Il aussi perpétué la grande tradition du récit d'aventure et du lointain, très présente en France dans l'entre-deux guerres avec les romans de Pierre Benoît ou Joseph Peyré, et tombée en désuétude ensuite. Il a su faire vivre cette aventure au cinéma et *Le Crabe-Tambour* en est sans doute le meilleur exemple.

Quelle influence a-t-il eu sur l'imaginaire militaire ?

Pierre Schoendoerffer est un des rares auteurs et cinéastes à créer une œuvre cohérente, durable et de qualité dont les personnages sont systématiquement des militaires ou d'anciens militaires, des aventuriers et des combattants. Plus spécialement, il met en scène des lieutenants et des capitaines. Il fait d'eux des héros, au sens antique et médiéval du terme. Des héros capables de souffrance et d'hésitations, des héros confrontés à des situations tragiques. Il permet donc à un imaginaire militaire d'émerger et de durer. Ses films ont incontestablement marqué des générations de jeunes hommes qui ont voulu devenir officiers à leur tour. Pour beaucoup d'entre eux, être lieutenant, c'est suivre le lieutenant Torrens de *La 317^e section*. Pour les anciens combattants, l'œuvre de Pierre Schoendoerffer est un réconfort : il leur rend leur histoire et témoigne de ce qu'ils ont vécu. Parfois, les images de *La 317^e Section* remplacent dans leur mémoire leurs propres souvenirs de la guerre d'Indochine, tellement leur force les rend véridiques. Certains d'entre eux n'ont pas été tendre avec le cinéaste au moment de la sortie de *Dien Bien Phu* (1992), s'estimant trahis par un film tourné avec les Vietnamiens, au Vietnam, et ne montrant pas suffisamment le contexte politique et stratégique de la bataille. Mais malgré ces anicroches, le lien est demeuré indéfectible avec celui qu'il considère comme l'un des leurs parce que lui aussi a connu la guerre, les blessures, les souffrances du combat, le risque de la mort et, après *Dien Bien Phu*, la captivité dans les camps viet-minh.

A qui peut on le comparer, en France et à l'étranger ?

Il est difficile de comparer Schoendoerffer à d'autres cinéastes français. Claude Bernard-Aubert a lui aussi réalisé des films sur la guerre d'Indochine (*Patrouille de choc* en 1957, *Le Facteur s'en va-t-en guerre* en 1966 et *Charlie Bravo* en 1980), après y avoir été reporter ; mais ces trois films ne sont pas entrés dans la postérité. Florent Emilio Siri, en réalisant *L'Ennemi intime* (2006) sur la guerre d'Algérie, a revendiqué l'héritage « schoendoerfferien » mais Pierre Schoendoerffer lui-même n'a rien dit de ce film et le spectateur n'y retrouve pas forcément de liens évidents avec son œuvre. En revanche, notamment au moment de la sortie de *La 317^e section*, Pierre

Schoendoerffer a beaucoup été comparé avec Samuel Fuller, Anthony Mann, et Raoul Walsh. Mais Pierre Schoendoerffer demeure relativement isolé dans le paysage du cinéma de guerre, essentiellement américain, friand de films à grand spectacle et effets spéciaux, même si dans *Apocalypse Now* on retrouve des traces du roman de Schoendoerffer, *L'Adieu au roi*.

Que restera-t-il de lui ?

Il laisse d'abord le témoignage de son propre parcours, et pour tous ceux qui l'ont connu, d'un homme d'une rare élégance morale, loyal, fidèle et soucieux de la vérité. Il a marqué le cinéma par sa manière de pratiquer son art, de fabriquer des films, avec l'humilité de l'artisan, réunissant autour de lui des hommes de qualité, comme Raoul Coutard (son chef-opérateur) Jacques Perrin, Jacques Dufilho, Bruno Crémier, Claude Rich... Il a su transmettre par ses films ce que fut la période chaotique de la décolonisation, il a comblé, par la fiction donc sans prétendre à la vérité historique, des vides de la mémoire nationale. Ses films et ses livres, enfin, couronnés par de nombreux prix, permettront aux générations à venir de s'approprier cet imaginaire si riche et original.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 14 Mars 2012 à 13:36

[d'accueil](#) | [L'amiral de Coriolis à la tête d'ALFOST à compter du 4 avril »](#)

La casemate A du Fort de Queuleu saccagée

Le Républicain Lorrain, vendredi 16 mars 2012, 10:45

La casemate A, qui abrite le musée de l'Amicale des anciens déportés du Fort de Queuleu à Metz, a été la proie de vandales. Vitrites cassées, drapeaux brûlés et mannequins éventrés. Les dégâts sont énormes.



À l'intérieur de la casemate A du Fort de Queuleu, tout a été saccagé, brisé, cassé et renversé. Même les drapeaux français accrochés au mur ont été incendiés. Photo Gilles WIRTZ.

Ça n'est pas la première fois que l'on se fait vandaliser mais là, c'est la pire de toutes ! » Encore sous le choc, Alphonse Canadas, vice-président de l'amicale des anciens déportés du Fort de Queuleu, et son épouse France,

secrétaire de l'amicale, sont sous le choc.

Hier après-midi, alors qu'ils s'apprêtaient à accueillir un groupe d'étudiants américains pour leur faire découvrir cette casemate, le vice-président et son épouse ont découvert que les lieux avaient été vandalisés. Inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en février 1970, la casemate A abrite le musée de l'Amicale des anciens déportés du Fort de Queuleu à Metz.

Vision de désolation

Fort militaire de la première ceinture fortifiée de Metz, le « Feste Goeben » est construit entre 1868 et 1870. Pendant la drôle de guerre, il servit de poste de commandement pour les troupes de la ligne Maginot. Réinvesti par les troupes allemandes en juin 1940, il fut utilisé comme camp de détention nazi durant la Seconde Guerre mondiale. Entre 1 500 à 1 800 personnes y ont été internées, 36 prisonniers y sont morts et quatre ont pu s'évader. Le 20 novembre 1977, un musée et un mémorial de la Résistance et de la Déportation y ont été inaugurés.

« J'avais à peine ouvert la porte quand j'ai immédiatement senti cette odeur de brûlé, raconte le vice-président. En descendant l'escalier, j'ai vu que des barrières avaient été renversées. » À l'intérieur du bâtiment, c'est une vision de désolation qui l'attend, lui et son épouse. Mannequins éventrés, drapeaux français brûlés, panneaux arrachés, lampes et vitrines renversées et cassées. Rien n'a été épargné. Même les châlits (paillasses), venus du camp de déportation du Struthof (Bas-Rhin), ont été saccagés.



« Le lieu a déjà été vandalisé à plusieurs reprises, mais jamais à ce stade-là, poursuit le couple de bénévoles qui fait régulièrement visiter le site à des groupes. La dernière fois, c'était il y a sept ou huit mois. Apparemment, cette fois, ils sont passés par une coursive sur le côté nord de l'édifice. Nous avons découvert qu'un mur a été brisé à l'extrémité. »

« Du vandalisme pur ! »

Si aucun vol n'est à déplorer, apparemment, les dégâts sont énormes. « C'est du vandalisme pur de gens qui n'ont aucun respect ! », lâche le vice-président la gorge nouée. Dans la pièce servant de musée, un poteau a même été descellé. « La dernière fois que nous sommes venus, mardi dernier, il n'y avait rien de particulier à signaler. Au premier étage, ils ont brûlé des archives de journaux de déportés. J'en ai les larmes aux yeux en voyant tout ça. C'est vraiment terrible... » Dans un local servant d'entrepôt pour du matériel, le constat est tout aussi affligeant. Même l'huile de tronçonneuse a été renversée au sol. « Pourquoi agir de la sorte ? », s'interroge Alphonse Canadas. « Ils ont eu de la chance, renchérit le bénévole. En passant par le premier étage, ils ont dû marcher sur le plancher qui est très vermoulu. Je n'ose même pas y passer tant le danger est grand. » Un policier de l'identité judiciaire s'est rendu sur place pour procéder à des constatations et relevés en vue de l'enquête. Une plainte a été déposée au commissariat de Metz. « Tout est brisé, c'est affreux ! J'ai montré aux étudiants américains, ce qui était encore un peu visitable, précise France Canadas. Ils ont vu que mon mari et moi étions très choqués à tel point qu'ils nous ont spontanément proposé de venir nous aider à déblayer tout ça dans la semaine. » Et le vice-président de conclure : « Pour le moment, nous allons devoir annuler toutes les visites prévues. Il va falloir du temps pour remettre les lieux en ordre, sans compter que certaines dégradations sont difficilement réparables. Là, c'est le saccage de trop ! »

Delphine DEMATTE.

Echanges de savoir-faire lors du championnat de parachutisme au Maroc

Le championnat de parachutisme marocain a permis aux compétiteurs français et marocains d'échanger techniques et savoir-faire lors d'une semaine d'entraînement, puis de compétition, au Maroc.



Le 3^e championnat de parachutisme marocain s'est tenu du 3 au 10 mars 2012, à Beni Mellal, au Maroc. 6 équipes françaises y participaient.

Cette compétition sportive s'inscrit dans le cadre d'un échange franco-marocain initié depuis trois ans par la fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense (FCSAD).

« L'échange franco-marocain comporte 2 volets bien distincts » explique l'adjudant-chef Godreaux, conseiller technique sportif national

de la FCSAD et directeur de ce 3^e championnat. « Un 1^{er} volet technique qui comprend la formation de juges marocains par des juges fédéraux français, et un 2nd purement sportif, qui consiste à nous confronter aux parachutistes militaires marocains lors d'une compétition de vol relatif (VR) et de précision d'atterrissage (PA) ».

La semaine a débuté par 3 journées d'entraînement. « Un moment privilégié » pour le commandant Karim Tounsi, directeur technique des équipes du centre d'instruction des troupes aéroportées de Rabat (CITAP) : « C'est vraiment l'occasion d'échanger les savoir-faire nationaux. Si l'on attend des Français qu'ils nous aident sur la PA, eux peuvent compter sur l'expérience de mes équipes en VR. »

Au final, l'essentiel n'est donc pas d'être sur le podium : « Nous sommes une jeune équipe et on progresse chaque jour. Notre objectif est de représenter au mieux l'école dans un concours de haut niveau », explique le capitaine Arnaud Cazadis, chef de l'équipe de l'école polytechnique ParisTech, engagée en vol relatif.

Au moment de la remise des médailles, même si les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances de certains, la motivation est toujours là. Compétiteurs dans l'âme, les Français ont déjà prévu de prendre leur revanche l'année prochaine.

Cap désormais sur le 5^e championnat de France de parachutisme de la Fédération des clubs de la Défense organisé par le [1^{er} régiment étranger de génie](#) (1^{er} REG) du 18 au 20 mois à Pujaut dans le Gard.

Etaient présentes au Maroc pour l'édition 2012 les sections militaires de parachutisme sportif :

- de l'école des troupes aéroportées (ETAP),
- du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP),
- du 17^e régiment de génie parachutistes (17^e RGP),
- du 1^{er} régiment étranger de génie (1^{er} REG),

- des personnels de la **direction des ressources humaines de l'armée de terre (DRHAT)**, et de la zone Île de France
- ainsi qu'une délégation de l'école Polytechnique ParisTech.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/entrainement-au-championnat-du-maroc-de-parachutisme-mars-2012>

Droits : Armée de Terre 2012

L'EMIA roule pour les blessés



Les actions des militaires envers les blessés se diversifient. Ce blog a déjà parlé [le 21 février de l'initiative de l'association Ad Augusta](#), ou de la tentative d'ascension du Mont Blanc par un blessé du **13e BCA**, [le SGC Jocelyn Truchet, soutenu par des camarades de l'EMIA, prévue à l'été](#).

On apprend que la soirée de gala de la promotion Général Bigeard (1) de l'EMIA (7 juillet au palais de Chaillot à Paris) sera également réalisée au profit des blessés de l'armée de terre. Des blessés seront mis à l'honneur, et un chèque remis à la **CABAT**.

Du 27 juin au 5 juillet, des élèves de l'EMIA vont "rouler" pour les blessés, sur la "Route des grandes Alpes, en reliant Thonon-les-Bains à Menton, soit 700 km. Leur équipe comportera un blessé

du **1er RPIMa**.

Leur périple sportif doit aussi permettre de médiatiser la cause des blessés, et de collecter des fonds au profit de la CABAT.

(1) 90 élèves, dont 6 étrangers.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/14/2012 08:38:00 PM](#)

Le prix Honneur et Patrie au général Bentegeat

pour "**Aimer l'armée, une passion à partager**"

Le prix littéraire annuel "Honneur et Patrie" qui récompense un ouvrage illustrant la devise de l'Ordre de la Légion d'honneur a été décerné le 13 mars 2012 au général d'armée (2s) Henri Bentegeat pour son ouvrage *Aimer l'armée, une passion à partager* publié aux Editions du Mesnil,

Ouest-France, 16.03.2012



par 8 voix pour, contre 2 voix pour l'ouvrage *Les cloches sonnent aussi à Kaboul* du Père Jean-Yves Ducourneau.

Le jury, présidé par le général d'armée (2s) Hervé Gobillard, président de la Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur, rassemblait le professeur Yves Pouliquen de l'Académie française, vice président, le général d'armée (2s) François Gerin-Roze, ancien président de la SEMLH, Henry Bonnier, romancier et journaliste, maître André Damien de l'Institut, le général d'armée (2s) Bertrand de La Presle, le professeur Alain Larcen, médecin et universitaire, Huguette Peirs, surintendante des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, Jean Piat, artiste dramatique et écrivain, Jean Tulard de l'Institut, le général de Corps Aérien (2s) Jean-Claude Lebrun et Jean-Louis Boursin, universitaire.

La remise du Prix aura lieu au Cercle Mixte de la Garnison de Paris - Ecole Militaire – 1, place Joffre, le 3 avril 2012.

Ouest-France, 14.03.2012

L'auteur d'"Afghanistan, regards d'aviateurs" sera samedi, au salon du Livre



Le lieutenant Charline Redin (à gauche sur la photo), qui a consacré à l'armée de l'air en Afghanistan un excellent ouvrage (cliquer [ici](#) pour lire le post que j'ai rédigé le 30 novembre) sera samedi au Salon du Livre sur le site du Mindef. Ce sera une excellente occasion de lui faire dédicacer son livre (à commander sur le [site de l'ECPAD](#)).



Au Salon, une animation autour du thème "opérations extérieures" sera d'ailleurs proposée au grand public pour présenter l'activité du ministère et ses archives dans le domaine de l'édition. Des militaires ayant participé à des opérations extérieures apporteront leurs témoignages. Les armées présenteront également leurs productions en présence de leurs auteurs militaires.

Charline Redin, un officier sous contrat, a effectué deux séjours en Afghanistan, "l'un en mai 2009, l'autre en décembre de la même année". Elle a pu se rendre à Kaboul, Bagram et Kandahar pour y rencontrer les aviateurs français. De ces visites et des entretiens qu'elle a eus sur place (et aussi en France), elle a tiré "un carnet de missions, qui se veut pédagogique". Cette volonté de vulgariser s'exprime au travers les cartes, frises et glossaire qui accompagnent le texte.

Le livre, qui comporte des extraits de journaux intimes de militaires, est divisé en quatre sections. L'une est consacrée à ceux qui voient l'Afghanistan du haut du ciel, une autre à ceux qui la voient au sol, "les commandos air et les fusilliers"; une troisième partie est consacrée aux mécaniciens, aux hommes du soutien et à ceux du renseignement.

Enfin, l'auteur n'oublie pas l'avenir, "la reconstruction et la formation des forces de sécurité".

Afghanistan, regards d'aviateurs, au salon du livre



Charline Redin, lors d'une conférence devant la réserve citoyenne air (photo D.Delion / armée de l'air).

L'auteur du livre "Afghanistan, regards d'aviateurs, au salon du livre, sera au salon du livre à Paris, le 17 mars prochain. Le lieutenant **Charline Redin** a rencontré des journalistes jeudi dernier, avec trois témoins de son livre : une pasteure, un pilote de Mirage 2000D et une interprète-photo de l'escadron drones **1.33 Belfort**.

Le livre n'est commandable que sur le site de l'ECPAD, néanmoins quelques exemplaires sont disponibles à la librairie du collectionneur, rue de Cronstadt, à Paris.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/12/2012 11:27:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Ouest-France, 14.03.2012

Meurtre d'un militaire à Toulouse: selon la formule consacrée, "l'enquête se poursuit"

J'ai fait part dans [un post de lundi](#) du meurtre d'un militaire à Toulouse. Ce maréchal des logis-chef, du 1er régiment du Train parachutiste a été abattu d'une balle dans la tête selon les résultats de l'autopsie pratiquée mardi.

Imad Ibn-Ziaten (30 ans) a été tué dimanche après-midi. [Selon mes collègues de La Dépêche](#) qui ont rencontré le chef de corps (le colonel Fauche), c'était "un bon sous-officier, un excellent élément" qui avait servi en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Tchad.

Selon les enquêteurs du SRPJ, "toutes les pistes sont envisagées" pour expliquer un meurtre qui ressemble à "une exécution froide".

Une info de mes collègues de [La Dépêche](#). Un jeune homme de 30 ans a été exécuté, hier après-midi, en plein jour, chemin de Limayrac, dans le quartier de Montaudran à Toulouse. Il s'agit, selon des sources policières, d'un sergent-chef âgé de 30 ans et appartenant au 1er régiment du train parachutiste de Francazal. Il n'était pas en service.

Vers 16 h 10, dimanche, cet homme circulait sur une moto de grosse cylindrée sur une petite esplanade accolée au gymnase de l'Hers lorsque, selon certains témoins, alors qu'il s'était arrêté, un homme seul sur un scooter se serait porté à sa hauteur. Là, il aurait sorti un pistolet et tiré, à bout portant, une balle dans la tempe de la victime avant de prendre la fuite à toute vitesse.

Selon *La Dépêche*, la victime, n'était « pas connue » de la justice. L'homme vivait à Toulouse, non loin de là où il a été abattu. L'enquête a été confiée au SRPJ de Toulouse. Le modus operandi, une exécution d'une balle dans la tête en plein jour, laisse penser à un règlement de comptes. Querelle amoureuse ? Trafic ?

Deux paras du 17e RGP abattus dans Montauban (actualisé-3)



Deux (et non pas trois) parachutistes du **17e RGP**, en tenue, ont été abattus par balles, aujourd'hui, alors qu'ils retiraient de l'argent à un distributeur automatique (DAB), dans leur ville de garnison de Montauban, "à proximité du régiment" explique-t-on à Paris. Un troisième parachutiste, annoncé blessé en début d'après-midi, puis mort peu avant 18 h, par une communiqué du mindef est en fait, a-t-on appris depuis, l'objet d'un "pronostic réservé".

La vidéosurveillance du DAB ferait état de tirs directs à tuer, pour achever les trois soldats de 28, 26 et 24 ans.

On n'a pas plus de détails pour l'instant, sur les faits eux-mêmes, si ce n'est que tout cela s'est déroulé très vite, en début d'après-midi. Les identités pourraient être données en début de soirée. Mais un détail troublant apparaît d'ores et déjà : c'est un (ou plusieurs) motard(s) qui est (sont) à l'origine des tirs.

Or c'est un motard qui est responsable du meurtre d'un autre parachutiste, **Imad Ibn Ziaten** (30 ans), appartenant au **1er RTP**, tué dimanche à Toulouse près de la moto qu'il souhaitait vendre (et qui n'a pas été volée ensuite). Selon La Dépêche, ce para avait 8 ans d'ancienneté, et était "un excellent élément".

A ce stade, aucun lien formel n'a été établi entre les deux affaires. Même si le meurtre par balles de militaires appartenant à la même brigade, à quatre jours d'intervalle, à quelques dizaines de kilomètres pose évidemment question.

Pour le moment, l'armée de terre "ne fait pas ce rapprochement-là". A charge pour la police (et non la gendarmerie), chargée de l'enquête, de trouver les motifs de ces meurtres, et leur(s) auteur(s).

Dans un tel contexte, des mesures de sauvegarde doivent être prises. "Des consignes seront données pour mettre en protection au maximum les personnels" explique l'EMAT.

Aucune revendication, aucune explication ne vient éclairer pour l'instant ce triple meurtre.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/15/2012 04:48:00 PM](#)

17e RGP . Deux militaires tués, un autre blessé, dans une fusillade

OPEXNEWS, Jeudi 15 mars 2012



Deux militaires ont été tués par balle et un autre grièvement blessé, ce jeudi à Montauban. Ils auraient été la cible d'un tireur circulant sur un deux-roues qui a pris la fuite, a précisé une source préfectorale.

Selon une source proche de l'enquête, la fusillade s'est déroulée vers 14h10, dans une rue non loin du siège du 17^e régiment du génie parachutiste (RGP). Les trois militaires, qui étaient en tenue, se trouvaient à proximité de commerces et d'une agence bancaire quand le tireur à scooter, qui portait un casque à visière, a ouvert le feu sur eux. On ignore si les trois militaires retiraient de l'argent à un distributeur, ou s'ils sortaient d'un commerce au moment des faits.

Le tireur, qui a pris la fuite, est activement recherché. Un important dispositif policier et de gendarmes a été mobilisé pour le retrouver.

Communiqué de monsieur Gérard Longuet ministre de la Défense et des Anciens combattants

Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens combattants, exprime sa plus vive émotion à la suite de l'assassinat de deux militaires, ainsi que de la blessure par balles d'un troisième militaire, par un homme en scooter, en plein centre ville de Montauban, en début d'après-midi.

Ses premières pensées vont aux familles des défunts et blessé, ainsi qu'au 17^e régiment du génie parachutiste, unité à laquelle appartenaient les victimes.

Le ministre de la Défense fait confiance à la justice, sous l'autorité du procureur de la République, pour que toute la lumière soit faite au plus vite sur cet acte criminel.

Fusillade de Montauban : Aucune piste n'est écartée

Zone Militaire, 16 mars 2012 – 12:48

Quelques heures après [la fusillade au cours de laquelle deux militaires ont été tués](#) et un troisième gravement blessé, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, s'est rendu à Montauban afin de rencontrer les hommes du 17^{ème} Régiment du Génie Parachutiste (RGP), unité à laquelle appartenaient les victimes.

Ces dernières sont le 1^{ère} classe Mohamed Legouad et le caporal Abel Chenouff. Quant au le caporal Loïc Lieber, le troisième militaire visé, il a été opéré à l'hôpital de Montauban, où la balle qu'il a reçue a pu être extraite. Il a ensuite été transféré au CHU de Rangueil, à Toulouse, sous escorte policière. Son pronostic vital reste engagé.

Ces meurtres de militaire en tenue et dans l'espace public sont les premiers depuis l'assassinat, par le groupe d'extrême gauche Action Directe, de l'ingénieur général de l'armement René Audran, en 1985.

« Ce genre d'exécution fait penser à la pire époque des attentats basques. Il y a une volonté de tuer à tout prix qui fait froid dans le dos, un acte de barbarie, un acte gratuit. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut imaginer de la part d'un petit voyou de banlieue. Montauban, comme toute la France, est sous le choc. On est à court d'explication. C'était des garçons sans histoire. Ils auraient pu être mes enfants. La compagne de l'un d'eux est enceinte de sept mois », a déclaré Mme le maire de Montauban, Brigitte Barèges, citée par la Dépêche.

D'où l'hypothèse d'un acte terroriste... Interrogé à ce sujet, le ministre a répondu que « toutes les pistes doivent être examinées ». Et d'ajouter : « les motifs peuvent être de nature extrêmement différente, depuis la démarche individuelle jusqu'à quelque chose de collectif et de conçu, nous n'en savons rien. »

Quant à savoir si c'est l'armée française qui a été visée, Gérard Longuet a déclaré « profondément, je ne le pense pas, je ne le souhaite pas ». « Mais à cet instant, rien de permet d'écarter telle ou telle hypothèse » a-t-il affirmé, tout en estimant qu'il n'est « pas forcément nécessaire que les soldats français prennent des mesures pour se protéger ». « Le militaire en France est connu, reconnu et apprécié, tout le monde peut être visé par un fou » a poursuivi le ministre. « Les militaires sont chez eux en France et ils n'ont pas de raison de raser les murs » a-t-il insisté.

En attendant, l'enquête a été confiée au SRPJ de Toulouse et la sous-direction anti-terroriste (SDAT) et la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) ont été alertées.

« Apparemment le tireur les attendait. Il y a eu deux séries de tirs, une de loin au cours de laquelle les deux premiers militaires sont tombés et une deuxième de près pour la personne blessée », a affirmé, à l'agence Reuters, un des membres du cabinet du maire de Montauban.

Et selon les premiers éléments recueillis, l'auteur des coups de feu portait un casque noir et serait de petite taille. Après avoir tiré sur les militaires, il s'est enfui sur un scooter Yamaha T-Max de grosse cylindrée. La quinzaine d'étuis retrouvés sur le lieu de la fusillade proviendraient d'un Colt .45, arme qui utilise des cartouches de calibre 11,43.

D'ailleurs, l'étude de ces derniers permettra de confirmer ou non un éventuel lien avec le meurtre, à Toulouse, le 11 mars, d'un sous-officier du 1er Régiment du Train Parachutiste (RTP), le maréchal des logis-chef Imad Ibn-Ziaten. Le militaire attendait près d'un centre sportif un acheteur potentiel pour sa moto quand il a été froidement abattu par un homme se déplaçant également en scooter. Comme à Montauban, l'arme utilisée tirait des cartouches de calibre 11.43.

« Il y a des ressemblances troublantes entre les deux affaires », a estimé Michel Valet, le procureur de Toulouse. A la différence près que le sous-officier assassiné à Toulouse était en civil.

Pentagone français : Le Canard enchaîné s'en sort bien

Zone Militaire, 15 mars 2012 – 10:07

Dans son édition du 7 décembre dernier, Le Canard enchaîné faisait état de l'ouverture d'une information judiciaire au sujet d'une éventuelle affaire de corruption concernant l'attribution au groupement emmené par Bouygues du chantier du « Pentagone français », qui accueillera, d'ici 2014, les services du ministère de la Défense sur le site de Balard, dans le XVe arrondissement de Paris.

L'hebdomadaire satirique prétendait que le cahier des charges du projet avait été donné à un cadre de Bouygues avant même qu'il ne soit transmis à l'ensemble des concurrents intéressés par ce marché. Seulement, les deux juges d'instructions mis sur cette affaire en février 2011 ne prirent pas la peine, visiblement, de prendre contact avec les acteurs de ce dossier, que ce soit au ministère de la Défense et chez Bouygues.

En fait, et selon toute vraisemblance, l'information judiciaire ne concernerait pas le Pentagone français mais [un chantier en cours](#) concernant l'une des deux tours de la Cité de l'Air.

Quoi qu'il en soit, le groupe de BTP ne voulut pas en rester là. « Nous allons assigner 'Le Canard enchaîné' en diffamation dans les prochains jours pour avoir proféré des accusations infondées contre nous et laisser entendre que, dès lors qu'on est dans le BTP, on est malhonnête. C'est insupportable. Les dégâts en termes d'images sont énormes » déclara Martin Bouygues, son Pdg, au quotidien Les Echos. Ce qui fut fait, en réclamant au Canard enchaîné des dommages et intérêts d'un montant de 9 millions d'euros.

L'affaire a ainsi été examinée le 18 janvier lors d'une audience de la 17e chambre civile du tribunal de grande instance de Paris. Et cette dernière a rendu son verdict, le 14 mars. Et c'est une sorte de jugement de Salomon qu'elle a livré.

En effet, les magistrats ont estimé que les cinq passages incriminés de l'article publié par l'hebdomadaire sont bel et bien « diffamatoires ». Mais ils ont accordé aux auteurs le « bénéfice de la bonne foi », en jugeant qu'ils avaient réalisé une « enquête sérieuse ». Du coup, Bouygues a été condamné à verser 6.000 euros de frais de justice au Canard enchaîné.

Mais dans le même temps, la 17e chambre a également débouté l'hebdomadaire, qui demandait l'euro symbolique à Bouygues pour « abus de procédure », en considérant que « seul le montant des dommages et intérêts réclamé peut être considéré comme abusif » mais non la procédure lancée par le groupe de BTP.

« Bouygues se félicite que le caractère diffamatoire de la plupart des allégations du Canard enchaîné aient été reconnues par le tribunal de grande instance de Paris » a déclaré un porte-parole du groupe, dont les propos ont été rapportés [par le site spécialisé BatiActu](#). « Nous nous félicitons également que le tribunal ait constaté que le Canard enchaîné n'a pas apporté la moindre preuve qu'une information judiciaire à l'encontre de Bouygues était ouverte » a-t-il aussi ajouté.

Ouest-France, 14.03.2012

BAN de Landivisiau: les riverains haussent le ton et essaient de se faire entendre



Un sujet qui est paru ce matin dans notre édition de Landivisiau.

Exaspérés par le bruit des appareils de la BAN, une centaine de riverains de la base de Landivisiau (avec une douzaine de tracteurs) ont bloqué, mardi après-midi, les quatre entrées

et sorties de la base aéronavale, empêchant les personnels civils et militaires de regagner leurs domiciles. Tous les participants à ce rassemblement s'estiment « victimes d'un déficit d'attention » de la part de l'État et des autorités militaires et promettent d'autres actions dans les semaines et mois à venir.

Depuis le 10 février et la dernière AG de l'association des riverains, la grogne prend effectivement de l'ampleur. Le 1er mars, cinq membres de l'association, ainsi que les maires des communes riveraines ou leurs représentants, avaient rencontré le commandant de la BAN, afin de de lui faire part de leur mécontentement.

Ils lui ont alors fait remarquer que « le bruit provoqué par la base est bien plus important qu'aux abords de Roissy ». Lors des appontages simulés sur piste (ASSP), la station de mesure du bruit établi dans le bourg de Bodilis relève fréquemment un niveau sonore à 95 dB quand la station de Roissy ne dépasse guère les 70. Mardi après-midi, il était effectivement difficile de s'entendre puisque quelques pilotes s'entraînaient.

Louis Elégoët, président de l'association, a demandé que l'on revienne « au modus vivendi des années 2006 à 2009. À cette époque, le bruit était acceptable. Les pilotes des Rafales et Super-Etendard délocalisaient près de 50 % des essais sur d'autres bases ». À la fermeture de la base de Nîmes en 2009, les autorités maritimes et le ministre de la Défense avaient proposé Istres comme base de délocalisation pour ces ASSP.

**N-B _ Fin de semaine prochaine,
News mili 12/12 sera sur Internet avec
24/48h de décalage pour raison familiale.
Bonne semaine à tous**